

DANS LES COULISSES DU

PÉTRO POPU LISME

Enquête sur un réseau d'organisations de façade au service de l'industrie pétrolière canadienne

GREENPEACE



Dans les coulisses du pétropopulisme
Enquête sur un réseau d'organisations de façade au service de l'industrie pétrolière canadienne

Une enquête de Greenpeace Canada
Avec le soutien du Fonds d'éducation Greenpeace Canada

Recherche :
Abde Amr et Keith Stewart

Rédaction :
Abde Amr et Keith Stewart

Photo de couverture :
Markus Mauthe

Octobre 2026

TABLE DES MATIÈRES

CONCLUSIONS PRINCIPALES 7

INTRODUCTION 9

MÉTHODOLOGIE 12

LE RÉSEAU : ENERGY IN ACTION 14

RÉUNIONS AU PETROLEUM CLUB 18

LIENS AVEC L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE 22

MEMBRES DU RÉSEAU 25

ANALYSE DES PRINCIPAUX MEMBRES DU RÉSEAU ET DE LEURS ACTIVITÉS 34

RÉPANDRE LA DÉSINFORMATION 46

CONCLUSION 52

ANNEXE : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER DES ORGANISATIONS DU RÉSEAU EIA PAR CENOVUS 53

LISTE D'INITIALISMES 54

FIGURES ET TABLEAUX

FIGURE 1. Extrait de code HTML de la page d'accueil du site Web d'EIA, indiquant la présence de comptes de réseaux sociaux de l'Indigenous Resource Network **12**

FIGURE 2. Captures d'écran des pages consacrées aux actualités et aux événements d'EIA figurant dans les résultats de recherche de DuckDuckGo et de Bing **13**

FIGURE 3. Capture d'écran de la page d'accueil du site Web d'EIA montrant deux boutons intitulés « Membre » et « Non-membre », menant tous deux à des pages protégées par un mot de passe **14**

FIGURE 4. Capture d'écran tirée d'une vidéo récapitulative figurant sur l'une des deux pages du site Web d'EIA consacrées aux réunions à l'intention des bailleurs de fonds de Canadian Energy Prosperity (CEP), indiquant : « Voici comment votre soutien fait la différence à travers le pays », avec les logos des membres du réseau visibles en arrière-plan **15**

FIGURE 5. Capture d'écran de la sous-page « Advocates » du site Web d'EIA, qui affiche les logos de 25 organisations. Nous avons identifié 7 autres groupes dans d'autres documents d'EIA **16**

FIGURE 6. Capture d'écran de la barre de recherche du site Web d'EIA montrant des résultats correspondant à des pages dupliquées, notamment « Debunk (Copy) », « CNAPS (Copy) », « CCMBC (Copy) » et « Avatar (Copy) » **17**

FIGURE 7. Captures d'écran des pages consacrées aux réunions à l'intention des bailleurs de fonds sur le site Web d'EIA : juillet 2025 (à gauche) et janvier 2026 (à droite). Chaque page comprenait une vidéo récapitulative présentant les réalisations des différentes entités et des présentations distinctes pour certaines d'entre elles **19**

FIGURE 8. Captures d'écran des programmes des réunions à l'intention des bailleurs de fonds tenues en juillet 2025 (à gauche) et en janvier 2026 (à droite). Les deux avaient une mise en page similaire, avec le logo de CEP en haut à gauche **20**

FIGURE 9. Captures d'écran de présentations réalisées par des membres d'EIA lors de réunions à l'intention des bailleurs de fonds en 2025 et 2026 **21**

FIGURE 10. Capture d'écran d'une publication de l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) faisant la promotion de l'initiative Energy in Action en 2023 **23**

FIGURES ET TABLEAUX

FIGURE 11. Capture d'écran d'une version archivée du site energyaction.ca montrant clairement son lien avec l'ACPP **23**

GRAPHIQUE 1. Cartographie des relations entre les membres de Canadian Energy Prosperity (CEP) qui financent le réseau EIA et 30 organisations membres d'EIA issues de secteurs clés de l'industrie **25**

TABLEAU 1. Groupes de réflexion et instituts de recherche du réseau **26**

TABLEAU 2. Groupes de défense des intérêts pro-industrie du réseau **27**

TABLEAU 3. Entreprises entrepreneuriales et technologiques du réseau **29**

TABLEAU 4. Groupes identitaires et de lobbying du réseau **30**

TABLEAU 5. Médias et groupes de presse du réseau **31**

TABLEAU 6. Groupes d'éducation du réseau **32**

FIGURE 12. Capture d'écran tirée d'une présentation de Resource Works et Energy United décrivant des stratégies pour attaquer des organisations environnementales à but non lucratif, telles que la Fondation David Suzuki **35**

FIGURE 13. Capture d'écran tirée d'une présentation de Resource Works et Energy United parlant du soutien fédéral apporté à l'Initiative de journalisme local et montrant un article de Matt Simmons pour The Narwhal **35**

FIGURE 14. Capture d'écran tirée d'une vidéo publiée sur la page de l'IEDM présente sur la plateforme EIA, qui présente des articles parus dans différents médias **36**

FIGURE 15. Capture d'écran tirée d'une vidéo publiée sur la page de l'IEDM présente sur la plateforme EIA, avec le message : « Gens de l'Alberta, vous pouvez compter sur le soutien de l'IEDM! » **37**

FIGURE 16. Extrait des états financiers fédéraux vérifiés de Canada Action **38**

FIGURES ET TABLEAUX

FIGURE 17. Extrait des états financiers fédéraux vérifiés de Canada Action **39**

FIGURE 18. Captures d'écran tirées d'une vidéo publiée sur la page de Canada Action sur le site Web d'EIA, dans laquelle le groupe présente des données sur son impact **39**

FIGURE 19. Captures d'écran tirées d'une présentation vidéo de Debunk destinée aux bailleurs de fonds de CEP, présentant les indicateurs clés et les campagnes récentes de l'organisation **40**

FIGURE 20. Capture d'écran d'une diapositive d'une présentation d'Avatar Innovations mettant en avant ses réussites en 2025, notamment une stratégie visant à rejoindre un public plus jeune **41**

FIGURE 21. Capture d'écran de la dernière diapositive d'une présentation de Canada Powered by Women à l'intention des bailleurs de fonds, où l'organisation affirme avoir rejoint des millions de femmes, rencontré des dizaines de décisionnaires politiques et recruté de nouveaux soutiens financiers **43**

FIGURE 22. Capture d'écran d'une page du *Executive Impact Report: 2025 Canadian Expansion & Strategic Outlook* de Switch Classroom, présentant les indicateurs et les stratégies clés du programme **44**

FIGURE 23. Capture d'écran d'une publication Facebook de Debunk contenant une vidéo de Patrick Moore; les commentaires ont été floutés afin de protéger l'anonymat des internautes **47**

FIGURE 24. Capture d'écran d'une publication Instagram de Debunk; les commentaires ont été floutés afin de protéger l'anonymat des internautes **47**

FIGURE 25. Capture d'écran de la page EIA d'Avatar (à gauche), présentant la rubrique « Contenu en vedette », qui comprenait une publication Instagram hébergée sur une page distincte de la plateforme. Cette publication, qui citait l'Energy Futures Institute et ne mentionnait pas Avatar, figurait sous la mention « Intervention médiatique » **49**

FIGURE 26. Capture d'écran de la présentation de l'Institut Fraser aux bailleurs de fonds en janvier 2026, mettant en avant le politologue et climatonégationniste Bjørn Lomborg et les titres de ses articles publiés par le groupe de réflexion **50**

CONCLUSIONS PRINCIPALES

Une enquête menée par Greenpeace Canada a identifié un réseau opaque et coordonné d'organisations de façade, d'entreprises, de groupes de réflexion et d'organismes de bienfaisance favorables aux énergies fossiles, qui affirment avoir rejoint plus de cent millions de personnes. S'appuyant sur des documents et des données provenant de ces entités, cette enquête met en lumière les efforts déployés par Energy in Action (EIA), un réseau lié au secteur pétrolier dont les membres reçoivent un financement et un soutien du groupe Canadian Energy Prosperity (CEP), pour influencer le débat énergétique au Canada.

Agissant sous le couvert d'entités indépendantes et citoyennes, le réseau EIA a coordonné ses activités afin d'influencer le débat public et de mener activement des activités de lobbying contre les initiatives en faveur des énergies renouvelables. Notre enquête révèle que ce réseau reçoit le soutien de bailleurs de fonds dont l'identité demeure inconnue. Lors de réunions semestrielles, ses entités membres leur rendent compte de leurs activités et présentent leurs campagnes, qui ciblent de nombreux groupes démographiques et régions du Canada. Ces efforts visant à retarder l'abandon des combustibles fossiles prennent notamment la forme d'actions de lobbying, de campagnes de plaidoyer et de mobilisation publique, ainsi que de publicité numérique et traditionnelle. Notre analyse des activités et des documents internes du réseau révèle également que certains membres ont eu recours à la désinformation climatique, à des campagnes d'influence secrètes et à des attaques contre des activistes.

Voici les principales conclusions de notre enquête :

- **Un réseau coordonné :** plus de trente entités, ciblant six secteurs différents, ont été identifiées comme faisant partie d'un réseau coordonné qui opère sous le nom d'EIA et reçoit un appui de CEP afin de générer un soutien en faveur de l'industrie pétrolière et gazière et promouvoir les discours qu'elle met de l'avant;
- **Coordination centralisée :** la coordination opérationnelle s'effectue par l'intermédiaire de la plateforme et du réseau EIA, ainsi que par le biais de rencontres d'information semestrielles. Deux de ces réunions, au cours desquelles des personnes affiliées avec le réseau ont échangé directement avec des soutiens financiers inconnus et leur ont rendu compte de leurs activités, se sont tenues à huis clos au Petroleum Club de Calgary en juillet 2025 et en janvier 2026;
- **Liens institutionnels et financiers avec l'industrie pétrolière :** EIA semble entretenir un lien direct avec l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), et bon nombre de ses membres reçoivent un financement direct du secteur pétrolier et gazier;
- **Campagnes d'influence ciblant des groupes démographiques :** le réseau étend son influence à divers secteurs, notamment celui des technologies, du plaidoyer citoyen et des associations professionnelles, en ciblant des groupes spécifiques, tels que les femmes, les jeunes, les personnes aux études et les communautés autochtones;
- **Documents internes relatifs aux opérations :** les documents mis en ligne sur la plateforme EIA révèlent en détail l'intention du réseau de recourir, de manière coordonnée et parfois secrète, à diverses techniques et à des actions de lobbying pour influencer le débat et l'opinion publique en faveur des énergies fossiles;
- **Diverses stratégies de dissémination :** les entités du réseau ont eu recours à différents canaux et espaces publicitaires numériques, discrets et traditionnels, afin de diffuser leurs messages dans le cadre de campagnes;
- **Notre analyse des éléments présentés dans ce rapport nous amène à conclure que nous avons mis au jour un réseau de groupes de façade liés à l'industrie pétrolière et gazière, qui coordonnent leurs efforts pour faire progresser les intérêts du secteur des énergies fossiles.**

INTRODUCTION

L'industrie pétrolière et gazière a depuis longtemps recours à des groupes de façade et à des organisations qui se présentent comme des entités indépendantes ou citoyennes pour promouvoir la désinformation climatique au Canada et en Amérique du Nord. Des enquêtes antérieures ont révélé l'existence de réseaux coordonnés de groupes de défense d'intérêts, de groupes de réflexion, d'organisations professionnelles et d'autres entités, créés et soutenus pour promouvoir discrètement des discours servant les intérêts du secteur pétrolier et gazier[1] [2] [3]. Plutôt que de faire campagne sous une identité d'entreprise, ces organisations donnent l'apparence d'un soutien populaire afin d'influencer le débat public, voire de faire du lobbying au nom de l'industrie pétrolière et gazière, tout en s'opposant aux énergies renouvelables et en compromettant l'action climatique[4].

---

1 « Corporate Mapping Project », Corporate Mapping Project. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.corporatemapping.ca.

2 « Climate Disinformation Database », DeSmog. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.desmog.com/climate-disinformation-database.

3 Carol Linnitt, « Edelman and TransCanada Part Ways After Leaked Documents Expose Aggressive PR Attack on Energy East Pipeline Opponents », The Narwhal, 26 novembre 2014. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://thenarwhal.ca/edelman-and-transcanada-part-ways-after-leaked-documents-expose-aggressive-pr-attack-energy-east-pipeline-opponents/.

4 Thomas Lewton et Alice McCool, « Greenwashing on Facebook: How the World's Biggest Polluters Use Social Media to Obfuscate on Climate Change », *Time*, 4 novembre 2021. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://time.com/6113396/greenwashing-on-facebook/.

INTRODUCTION

Depuis des décennies, l'industrie pétrolière et gazière investit des milliards de dollars dans des tactiques comme le similitantisme et les groupes de façade pour alimenter la désinformation climatique, nier la réalité des changements climatiques, induire le public en erreur et retarder l'abandon des combustibles fossiles, pourtant nécessaire[5] [6]. Au cours des vingt dernières années, l'utilisation des réseaux sociaux et des plateformes numériques a considérablement amplifié ces discours, compromettant l'intégrité de l'information sur les changements climatiques et favorisant la propagation de la mésinformation et de la désinformation climatique en ligne, avec des répercussions dévastatrices sur les politiques et les actions en faveur du climat[7]. Aujourd'hui, ces campagnes trompeuses combinent des tactiques traditionnelles, notamment la publicité et le lobbying, au ciblage de segments précis de la population canadienne au moyen de contenus numériques sur mesure afin d'influencer l'opinion publique sur l'énergie au pays[8] [9] [10] [11].

Dans cette enquête, Greenpeace Canada présente de nouvelles preuves de l'existence d'un réseau obscur regroupant plus de trente groupes de façade, le réseau EIA, qui rend compte de ses stratégies et réalisations à ses bailleurs de fonds lors de réunions secrètes organisées au Petroleum Club de Calgary. Bien que ces manœuvres trompeuses n'aient rien de nouveau, notre travail d'investigation révèle des données inédites provenant du réseau lui-même, qui permettent de mieux comprendre son fonctionnement et son infrastructure. De nombreuses organisations mentionnées dans le cadre de cette enquête ont explicitement reconnu avoir reçu un soutien et des ressources de la part de bailleurs de fonds de Canadian Energy Prosperity (CEP) afin d'influencer l'opinion publique et les politiques en faveur de l'industrie pétrolière et gazière. Ensemble, elles ont déployé des stratégies en ligne et hors ligne pour défendre les intérêts de ce secteur.

---

[5] David Suzuki, « Fake Grassroots Campaigns Deserve Uprooting », Fondation David Suzuki, 12 juillet 2018. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://davidsuzuki.org/story/fake-grassroots-campaigns-deserve-uprooting/.

[6] Geoffrey Supran et Naomi Oreskes, « The Forgotten Oil Ads That Told Us Climate Change Was Nothing », *The Guardian*, 18 novembre 2021. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.theguardian.com/environment/2021/nov/18/the-forgotten-oil-ads-that-told-us-climate-change-was-nothing.

[7] Jeff Turrentine, « Climate Misinformation on Social Media Is Undermining Climate Action », Natural Resources Defense Council, 19 avril 2022. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.nrdc.org/stories/climate-misinformation-social-media-undermining-climate-action.

[8] « Fossil Fuel Advertisements », Stop Fossil Fuel Ads. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.stopfossilfuelads.ca/fossil-fuel-advertisements.

[9] Emilia Belliveau, « New Government, Same Big Oil Playbook: 2025 Fossil Fuel Lobbying Report », Environmental Defence, mars 2026. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://environmentaldefence.ca/wp-content/uploads/2026/03/Big-Oils-Lobbying-Playbook-2025.pdf.

[10] Taylor C. Noakes, « Dark Money Is Poisoning Canada with Pro-Oil Propaganda », Canada's National Observer, 7 mars 2025. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.nationalobserver.com/2025/03/07/opinion/dark-money-canada-oil-propaganda.

[11] Rory White, « Mapping the Dark-Money Oil and Gas Ads Targeting a Small Ontario Town », Canada's National Observer, 24 février 2025. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.nationalobserver.com/2025/02/24/investigations/dark-money-oil-gas-ads-ontario-thorold-one-persuasion.

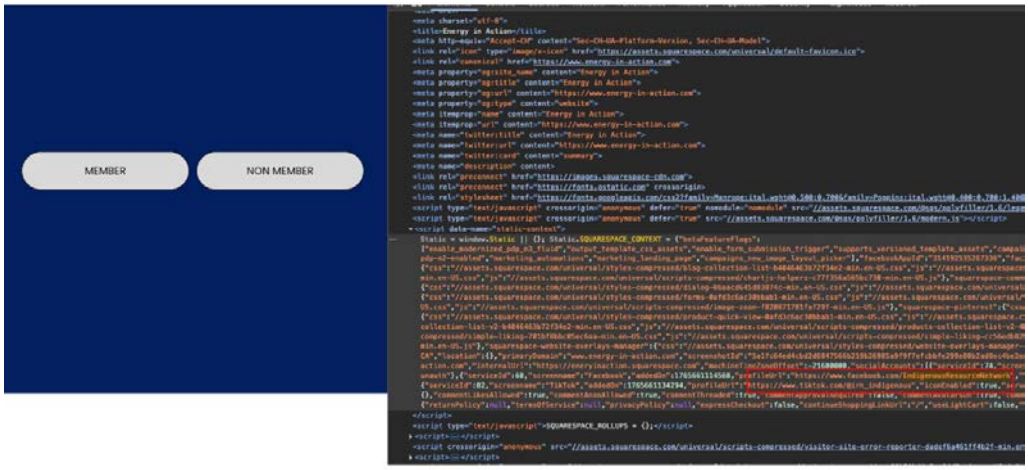
Il est important de noter que la coordination entre différentes organisations n'est ni répréhensible ni rare. Les associations environnementales, les syndicats et de nombreuses autres entités partagent régulièrement leurs ressources et collaborent ensemble afin d'atteindre des objectifs politiques communs. Ce n'est donc pas cette coordination qui distingue le réseau EIA, mais plutôt le caractère secret de ses activités, menées à l'insu du public et sans que ses membres reconnaissent publiquement leur participation. Les organisations qui le composent se présentent comme des voix indépendantes et parfois issues de la communauté qui représentent divers groupes au Canada, tout en passant sous silence leur participation à une plateforme commune financée par des sources dont l'identité reste cachée. Cette enquête ne remet pas en cause le droit d'une industrie ou d'un groupe d'intérêt à se mobiliser et à défendre ses positions. Elle met plutôt en évidence l'écart entre le portrait qu'EIA présente au public et au gouvernement et ce que révèlent ses propres documents internes. C'est précisément ce manque de transparence qui est au cœur du problème : la population a le droit de savoir qui cherche à l'influencer et qui finance les efforts déployés à cette fin.

MÉTHODOLOGIE

En mai et juin 2026, Greenpeace Canada a trouvé les pages de la plateforme Energy in Action (EIA) au moyen de diverses techniques d'enquête en sources ouvertes, notamment l'analyse des liens retour et l'examen du code source accessible au public.

En examinant les campagnes menées par Debunk Inc., une société de production médiatique liée au secteur pétrolier, créée en 2017 pour « rétablir la vérité sur l'énergie canadienne », notre équipe de recherche a constaté, grâce à l'analyse des liens entrants, que l'une de ses campagnes était hébergée sur energy-in-action.com/debunk[12] [13] [14]. Intitulée « Debunk (copy) », la page contenait une description de Debunk et présentait certains de ses contenus[15]. Malgré l'absence de tout lien interne vers la plateforme d'EIA, hormis une page d'accueil protégée par un mot de passe, son code source HTML révélait un indice important : les comptes de médias sociaux qui y figuraient étaient ceux de l'Indigenous Resource Network, une entité distincte. L'ajout de /indigenousresourcenetwork après le domaine principal a révélé une autre sous-page dédiée avec la même structure que la page de Debunk. La structure identique des deux pages, bien qu'appartenant à deux organisations différentes, laissait supposer l'existence d'autres sous-pages similaires pour d'autres groupes et organisations.

Figure 1. Extrait de code HTML de la page d'accueil du site Web d'EIA, indiquant la présence de comptes de réseaux sociaux de l'Indigenous Resource Network.



Source : EIA (version archivée)

---

[12] « Debunk », Debunk Inc. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.debunk.com/.

[13] Roberto Rocha, Jeff Yates et Andrea Bellemare « Groups Linked to Oil Companies Funded Facebook Ads Denouncing the Rail Blockades », CBC News, 4 mars 2020. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.cbc.ca/news/canada/coastal-gas-link-rail-blockades-facebook-1.5484039.

[14] « Debunk Copy », Energy in Action. Page consultée le 4 juin 2026 : http://energy-in-action.com/debunk.

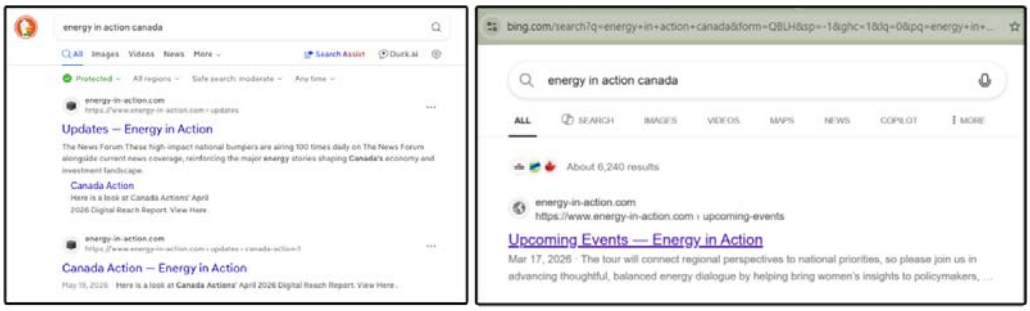
[15] « Debunk Copy », Energy in Action. http://energy-in-action.com/debunk (page archivée le 29 avril 2026 : https://archive.ph/El179).

MÉTHODOLOGIE

Après une première recherche infructueuse pour localiser les sous-pages publiques, notre équipe a dû, faute de pages indexées, tester manuellement des noms de pages standard. Cette démarche nous a permis de cartographier la structure du site et, finalement, de trouver une barre de recherche donnant accès à l'ensemble de son contenu[16]. Toutes les sous-pages et tous les fichiers se sont révélés accessibles au public, sans qu'aucun identifiant ni aucune authentification ne soient requis.

Ces sous-pages pouvaient également être trouvées à l'aide d'un moteur de recherche. Dans l'exemple ci-dessous, une recherche effectuée avec DuckDuckGo à l'aide des mots-clés « Energy in Action Canada » a fait apparaître la page « Upcoming Events » du site Web d'EIA. La même recherche effectuée avec Bing plaçait cette page en première position dans les résultats.

Figure 2. Captures d'écran des pages consacrées aux actualités et aux événements d'EIA figurant dans les résultats de recherche de DuckDuckGo et de Bing.



Source : DuckDuckGo.com et Bing.com

Les conclusions du présent rapport s'appuient sur notre analyse des documents publiés par EIA ainsi que sur les communications publiques de ses membres, qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement du réseau.

Dans le cadre de notre analyse, nous utilisons le terme « désinformation » pour désigner certaines des principales activités menées par des membres du réseau. La désinformation désigne une information fausse ou trompeuse créée et diffusée afin d'induire les gens en erreur, par opposition à la mésinformation, qui renvoie à toute information inexacte, qu'il y ait ou non une intention de tromper[17]. La désinformation climatique désigne donc les activités et les contenus créés pour « tromper le public au sujet des changements climatiques et de l'action climatique pour des raisons politiques, financières ou idéologiques »[18].

---

[16] « Search », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/search (page archivée le 21 mai 2026 : https://archive.ph/tPkdX).

[17] « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative au plan d'action pour la démocratie européenne », Commission européenne, 3 décembre 2020. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0790.

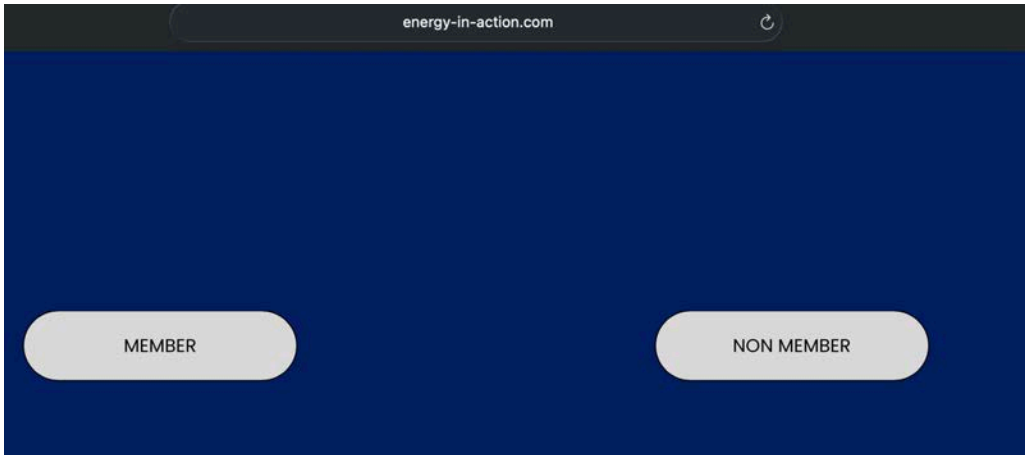
[18] UNDP Climate Promise, « What Are Climate Misinformation and Disinformation and How Can We Tackle Them? », 1er mai 2025. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://climatepromise.undp.org/news-and-stories/what-are-climate-misinformation-and-disinformation-and-how-can-we-tackle-them.

LE RÉSEAU : ENERGY IN ACTION

La plateforme EIA n'a aucune présence publique, et la page d'accueil (archivée) de son site Web est protégée par un mot de passe[19] [20]. Cependant, le contenu du site reste accessible au public si vous savez où chercher. La page d'accueil ne comporte que deux éléments : un bouton destiné aux membres et un autre aux non-membres, qui redirigent tous deux vers des pages protégées par un mot de passe[21] [22].

> « Un réseau uni rassemblant plusieurs de nos groupes de défense des intérêts qui façonne le débat sur l'énergie au Canada. » [*traduction libre*]

Figure 3. Capture d'écran de la page d'accueil du site Web d'EIA montrant deux boutons intitulés « Membre » et « Non-membre », menant tous deux à des pages protégées par un mot de passe.



Source : EIA (version archivée)

[19] « Energy in Action », Energy in Action. Page consultée le 29 avril 2026 : https://www.energy-in-action.com/.

[20] « Energy in Action », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/ (page archivée le 29 avril 2026 : https://archive.ph/IMCSr).

[21] « Energy in Action Welcome 1 », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/welcome-1 (page archivée le 7 juillet 2026 : https://archive.ph/DFZiZ).

[22] « Energy in Action Welcome 2 », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/welcomenonmembers (page archivée le 7 juillet 2026 : https://archive.ph/blSJx).

LE RÉSEAU : ENERGY IN ACTION

Une analyse du site Web a permis de mettre au jour des pages publiques et non protégées par un mot de passe présentant les membres du réseau. Parmi eux figurent des entreprises, des diffuseurs et des organisations de médias, des groupes de réflexion, des associations à but non lucratif, des groupes de défense des intérêts et des organismes de bienfaisance. Collectivement, ces entités couvrent un large éventail d'identités et de profils démographiques et s'adressent à des publics aussi variés que les personnes qui étudient aux cycles supérieurs, les jeunes personnes diplômées, les élèves de la maternelle à la dernière année du secondaire, les femmes, les entrepreneur·ses, les décisionnaires politiques, les administrations municipales et les communautés autochtones. Leur portée s'étend à plusieurs régions, notamment l'Ouest canadien, l'Ontario et le Québec, avec des discours sur l'énergie adaptés à chaque public. Certaines de ces entités sont déjà connues pour leurs liens avec l'industrie des combustibles fossiles, notamment Resource Works, Canada Powered by Women, Debunk et l'Institut Fraser. Cependant, leur participation à un réseau coordonné où les entités partagent leurs réalisations et leurs activités n'avait jusqu'alors pas été révélée.

La page de chaque membre contenait souvent des documents publics et parfois internes, notamment des publications sur les réseaux sociaux, des rapports, des vidéos, des articles et des présentations ajoutées à la plateforme. Certaines de ces présentations et de ces documents figuraient également sur des pages consacrées à deux événements à l'intention des bailleurs de fonds, lors desquels les groupes faisaient état, deux fois par an, de leurs progrès et de leurs réalisations principales. Ces pages sont examinées en détail ci-dessous.

Figure 4. Capture d'écran tirée d'une vidéo récapitulative figurant sur l'une des deux pages du site Web d'EIA consacrées aux réunions à l'intention des bailleurs de fonds de Canadian Energy Prosperity (CEP), indiquant : « Voici comment votre soutien fait la différence à travers le pays », avec les logos des membres du réseau visibles en arrière-plan.



Source : EIA (version archivée)

LE RÉSEAU : ENERGY IN ACTION

Energy in Action semble fonctionner comme une plateforme privée et un réseau de groupes pro-pétroliers qui se décrit ainsi : « Un réseau uni rassemblant plusieurs de nos groupes de défense des intérêts qui façonne le débat sur l'énergie au Canada » [*traduction libre*][23]. Ces groupes bénéficient d'un financement de Canadian Energy Prosperity. Le pied de page du site Web vient également confirmer le lien entre EIA et CEP en mentionnant l'adresse courriel info@cep-eia.com, associée au domaine partagé cep-eia.com, qui combine les abréviations de Canadian Energy Prosperity (CEP) et Energy in Action (EIA). Il ne dispose d'aucun site Web ni d'aucune page d'accueil accessible au public, mais une vérification effectuée à l'aide de DNS Checker, un outil en ligne permettant d'examiner les serveurs et les enregistrements associés à un domaine, montre qu'un enregistrement MX (Mail Exchange) actif achemine le trafic via Microsoft 365[24]. Cela confirme qu'il est utilisé pour les communications administratives par courriel. À l'instar du réseau EIA, CEP semble opérer dans l'ombre, sans présence publique ni identité organisationnelle officielle.

Figure 5. Capture d'écran de la sous-page « Advocates » du site Web d'EIA, qui affiche les logos de 25 organisations. Nous avons identifié 7 autres groupes dans d'autres documents d'EIA.



Source : EIA (version archivée)

---

[23] « Advocates », Energy in Action. Page consultée le 8 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/advocates.

[24] « MX Record Lookup », DNS Checker. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://dnschecker.org/mx-lookup.php?query=cep-eia.com&dns=google.

LE RÉSEAU : ENERGY IN ACTION

Energy-in-action.com est un site Web rudimentaire créé sur la plateforme Squarespace. Ses données WHOIS indiquent qu'il a été enregistré le 29 avril 2025, soit environ dix mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation fédérale contre l'écoblanchiment, qui a poussé les grands producteurs pétroliers à retirer les affirmations environnementales de leurs sites Web[25]. Les sous-pages que nous avons trouvées suggèrent que les personnes responsables du site ont repris des modèles de mise en page existants de Squarespace, laissant derrière elles des textes de substitution et des métadonnées. Les en-têtes de page, par exemple, conservent des noms prédéfinis, tels que « General 2 » ou la mention « (Copy) » sur des pages consacrées à différentes entités. La précipitation avec laquelle ce processus semble avoir été mené a également laissé des traces dans le code, notamment les noms des comptes de réseaux sociaux de l'Indigenous Resource Network, qui figuraient encore sur des pages qui ne lui étaient pas consacrées. Comme l'explique la section consacrée à la méthodologie, ces indices suggèrent que la page de l'Indigenous Resource Network a servi de modèle à partir duquel les pages des membres ont ensuite été dupliquées.

Figure 6. Capture d'écran de la barre de recherche du site Web d'EIA montrant des résultats correspondant à des pages dupliquées, notamment « Debunk (Copy) », « CNAPS (Copy) », « CCMBC (Copy) » et « Avatar (Copy) ».



Source : EIA (version archivée)

[25] « Whois energy-in-action.com », Whois.com. https://www.whois.com/whois/energy-in-action.com.

RÉUNIONS AU PETROLEUM CLUB

À ce jour, CEP a organisé deux réunions à l'intention des bailleurs de fonds – l'une en juillet 2025 (version archivée) et l'autre en janvier 2026 (version archivée) – lors desquelles les organisations financées par CEP ont présenté les résultats de leurs efforts[26] [27] [28] [29]. Chacune des pages comportait une vidéo récapitulative mettant en avant les réalisations des membres, ainsi que plusieurs présentations. Sur la page consacrée à la réunion de juillet 2025, une vidéo publiée sous la rubrique « CEP Highlights » comprenait l'extrait suivant :

> « Voici un aperçu de la différence que votre soutien fait à travers le pays. La voix du Canada en faveur d'une énergie responsable n'a jamais été aussi forte. Au cours des six derniers mois, nous avons soutenu plus de 30 groupes de défense des intérêts, rejoint plus de 100 millions de personnes, généré plus de 50 millions d'impressions mensuelles, et pris la parole à la télévision, à la radio, dans les journaux et dans des balados… Ensemble, nous avons créé une dynamique; il est désormais temps de passer à la vitesse supérieure. Canadian Energy for Prosperity. » [*traduction libre*]

---

[26] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session July 2025 Recap », Energy in Action. Page consultée le 4 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/july2ndrecap.

[27] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session July 2025 Recap », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/july2ndrecap (page archivée le 4 mai 2026 : https://archive.ph/XOe9c).

[28] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session January 2026 Recap », Energy in Action. Page consultée le 11 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/jan2026.

[29] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session January 2026 Recap », Energy in Action. https://www.energy-in-action.com/jan2026 (page archivée le 11 mai 2026 : https://archive.ph/o9Evc).

RÉUNIONS AU PETROLEUM CLUB

Figure 7. Captures d'écran des pages consacrées aux réunions à l'intention des bailleurs de fonds sur le site Web d'EIA : juillet 2025 (à gauche) et janvier 2026 (à droite). Chaque page comprenait une vidéo récapitulative présentant les réalisations des différentes entités et des présentations distinctes pour certaines d'entre elles.



Source : À gauche : EIA (version archivée); à droite : EIA (version archivée)

Les vidéos récapitulatives des deux réunions à l'intention des bailleurs de fonds ont également permis d'identifier d'autres entités qui semblaient affiliées à EIA, bien qu'elles ne disposent pas de pages dédiées sur la plateforme. Parmi celles-ci figuraient le Western Standard, la Canadian Energy Executive Association (CEEA), le Center for Industrial Progress (CIP), l'Association de l'énergie du Québec et EnergyNow.

Les deux événements à l'intention des bailleurs de fonds ont été hébergés sur des sous-pages distinctes du site Web d'EIA[30] [31]. Chaque page comportait un bouton renvoyant vers le programme de l'événement, qui présentait les organisations participantes et les conférencier·ères[32] [33]. Le premier programme mentionnait notamment les organisations Resource Works, Debunk, Energy United et Avatar, tandis que le second comprenait, entre autres, la Fraser Institute Education Initiative, Canada Powered by Women, l'Indigenous Resource Network et Cody Battershill, fondateur de Canada Action.

---

[30] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session January 2026 Recap », Energy in Action. Page consultée le 11 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/jan2026.

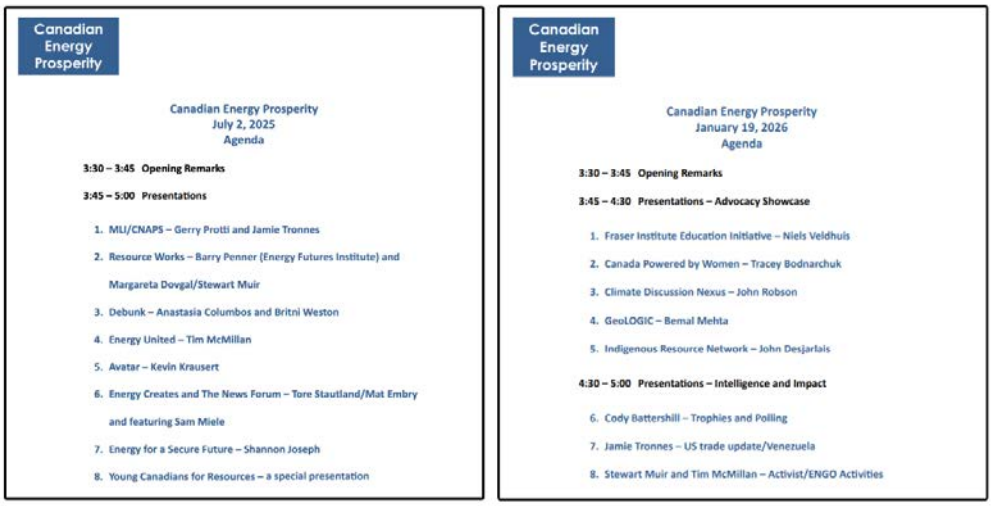
[31] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session July 2025 Recap », Energy in Action. Page consultée le 4 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/july2ndrecap.

[32] « Canadian Energy Prosperity January 19, 2026 Agenda », Energy in Action. Page archivée le 13 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260513194514/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/696fcc01ebb67412bfe981e5/1768934401906/1a.+AGENDA1+Jan+16+2026.pdf.

[33] « Canadian Energy Prosperity July 2, 2025 Agenda », Energy in Action. Page archivée le 13 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260513194501/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/687527b28526c75f7fc62a8f/1752508338239/1a.+AGENDA1.pdf.

RÉUNIONS AU PETROLEUM CLUB

Figure 8. Captures d'écran des programmes des réunions à l'intention des bailleurs de fonds tenues en juillet 2025 (à gauche) et en janvier 2026 (à droite). Les deux avaient une mise en page similaire, avec le logo de CEP en haut à gauche.



Canadian Energy Prosperity

Canadian Energy Prosperity
July 2, 2025
Agenda

3:30 – 3:45 Opening Remarks

3:45 – 5:00 Presentations

1. MLI/CNAPS – Gerry Protti and Jamie Tronnes
2. Resource Works – Barry Penner (Energy Futures Institute) and Margareta Dovgal/Stewart Muir
3. Debunk – Anastasia Columbos and Britni Weston
4. Energy United – Tim McMillan
5. Avatar – Kevin Krausert
6. Energy Creates and The News Forum – Tore Stautland/Mat Embry and featuring Sam Miele
7. Energy for a Secure Future – Shannon Joseph
8. Young Canadians for Resources – a special presentation

Canadian Energy Prosperity

Canadian Energy Prosperity
January 19, 2026
Agenda

3:30 – 3:45 Opening Remarks

3:45 – 4:30 Presentations – Advocacy Showcase

1. Fraser Institute Education Initiative – Niels Veldhuis
2. Canada Powered by Women – Tracey Bodnarchuk
3. Climate Discussion Nexus – John Robson
4. GeoLOGIC – Bemal Mehta
5. Indigenous Resource Network – John Desjarlais

4:30 – 5:00 Presentations – Intelligence and Impact

6. Cody Battershill – Trophies and Polling
7. Jamie Tronnes – US trade update/Venezuela
8. Stewart Muir and Tim McMillan – Activist/ENGO Activities

Source : À gauche : EIA (version archivée); à droite : EIA (version archivée)

Ces pages regroupaient également des présentations mettant en avant ce que le site Web décrivait comme « une sélection de nos plus de 30 groupes qui collaborent avec CEP »[34]. Ces documents faisaient le point sur les réalisations et les progrès rapportés par les organisations, certaines qualifiant explicitement leur présentation de « bilan d'activité pour CEP ». Ces bilans détaillaient les campagnes lancées, les stratégies opérationnelles, les indicateurs clés et les prochaines étapes prévues. La présentation de Debunk, par exemple, se concluait par une diapositive indiquant : « C'est à nous de façonner le discours sur l'énergie. Grâce à votre soutien continu, nous continuerons à déconstruire les mythes, à mobiliser la population canadienne et à défendre l'avenir énergétique que notre pays mérite ».

[34] « Canadian Energy Prosperity (CEP) Funders Session January 2026 Recap », Energy in Action. Page consultée le 11 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/jan2026.

RÉUNIONS AU PETROLEUM CLUB

Figure 9. Captures d'écran de présentations réalisées par des membres d'EIA lors de réunions à l'intention des bailleurs de fonds en 2025 et 2026.



Source : En haut à gauche : EIA (version archivée); en haut à droite : EIA (version archivée); en bas à gauche : EIA (version archivée); en bas à droite : EIA (version archivée)

LIENS AVEC L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Le réseau EIA semble être le prolongement d'un programme de communication auprès du public mis en œuvre depuis longtemps par l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), qui semble avoir été remanié afin de permettre aux entreprises pétrolières de diffuser leurs messages par l'intermédiaire de tiers[35]. Ces tierces parties peuvent se montrer plus agressives que les porte-paroles des entreprises, et les séances d'information à l'intention des bailleurs de fonds comprennent notamment une présentation d'Energy United et de Resource Works consacrée aux stratégies que ces organisations déploient pour contrer les critiques environnementales visant l'industrie.

L'ACPP a d'abord créé Energy in Action en tant que programme dans les écoles en 2004[36]. En 2022, il a été relancé sous l'égide du groupe de façade « communautaire » de l'ACPP, Canada's Energy Citizens, et doté de son propre site Web (une version archivée de l'ancien site www.energyaction.ca est disponible ici)[37] [38] [39]. Le groupe Canada's Energy Citizens avait été créé en 2014 à l'initiative de Tim McMillan, alors président de l'ACPP, afin de mobiliser un soutien en faveur de l'industrie pétrolière et, pour reprendre les mots de M. McMillan, « battre les écologistes à leur propre jeu »[40]. Cette initiative avait été conçue sur le modèle du programme Energy Citizens de l'American Petroleum Institute, créé pour lutter contre les politiques climatiques

---

[35] « Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) », DeSmog. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.desmog.com/canadian-association-petroleum-producers-capp/.

[36] Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), « Energy in Action ». Page archivée le 9 décembre 2010 : https://web.archive.org/web/20101209203646/http://www.capp.ca/environmentCommunity/relationshipPartners/Pages/EnergyinAction.aspx.

[37] « New Campaign Launched: Energy in Action », EnergyNow, juillet 2022. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://energynow.ca/2022/07/new-campaign-launched-energy-in-action/.

[38] Tim Wood, « Energy's Citizens: The Making of a Canadian Petro-Public », *Canadian Journal of Communication* 43, no. 1 (2018). Page consultée le 5 octobre 2026 : https://cjc.utppublishing.com/doi/full/10.22230/cjc.2017v43n1a3312.

[39] « Privacy Policy », Energy in Action. Page archivée le 16 janvier 2024 : https://web.archive.org/web/20240116081409/https://energyaction.ca/privacy-policy/.

[40] Vincent McDermott, « CAPP President Urges 'Silent Majority' to Beat Environmentalists at Their Own Game », Fort McMurray Today, 31 mars 2016. Page archivée le 5 mai 2016 : https://web.archive.org/web/20160505020422/http://www.fortmcmurraytoday.com/2016/03/31/capp-president-urges-silent-majority-to-beat-environmentalists-at-their-own-game.

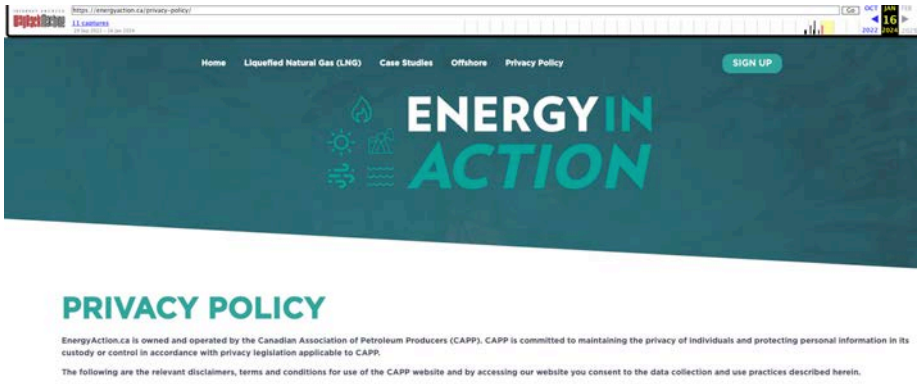
de l'administration Obama[41] [42]. L'ACPP a par la suite remisé l'initiative Energy Citizens (site Web archivé) et pris directement le contrôle du programme Energy in Action, le décrivant comme « la présentation de la façon dont l'industrie canadienne du gaz naturel et du pétrole développe et met à profit les technologies et les innovations les plus récentes pour faire de l'énergie canadienne la plus durable au monde »[43] [44].

Figure 10. Capture d'écran d'une publication de l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) faisant la promotion de l'initiative Energy in Action en 2023.



Source : Page LinkedIn de l'ACPP

Figure 11. Capture d'écran d'une version archivée du site energyaction.ca montrant clairement son lien avec l'ACPP.



Source : Version archivée du site energyaction.ca

---

[41] Caroline Sassan, Priyanka Mahat, Melissa Aronczyk et Robert J. Brulle, « Energy Citizens 'Just Like You'? Public Relations Campaigning by the Climate Change Counter-movement », *Environmental Communication* 17, no. 7 (2023): 807–823. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://doi.org/10.1080/17524032.2023.2255388.

[42] « Energy Citizens », Global Energy Monitor Wiki. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.gem.wiki/Energy_Citizens.

[43] « Energy Citizens », Energy Citizens. Page archivée le 16 mars 2022 : https://web.archive.org/web/20220316015139/https://www.energycitizens.ca/.

[44] Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), « Energy In Action is the story of how Canada's natural gas and oil industry is developing… », publication LinkedIn, septembre 2022. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.linkedin.com/posts/canadian-association-of-petroleum-producers-capp_energy-in-action-activity-6978063993890365440-tXrV/.

LIENS AVEC L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Il semble y avoir un lien direct entre le programme Energy in Action de l'ACPP et le réseau EIA. Tim McMillan a quitté l'ACPP en 2021 et travaille désormais pour Energy United, qui semble être l'une des principales organisations du nouveau réseau EIA. Il y travaille aux côtés de Jarret Coels, dont la page LinkedIn indique qu'il a dirigé l'initiative Energy Citizens et lancé Energy in Action lors de son passage à l'ACPP[45].

La liste des entreprises et/ou des particuliers qui financent le réseau EIA demeure inconnue du public. Compte tenu des liens décrits ci-dessus, il est possible que des entreprises membres de l'ACPP ou leurs cadres figurent parmi ses bailleurs de fonds.

Il convient également de noter que Ian Dundas, un cadre du secteur pétrolier basé à Calgary, se présente comme l'un des fondateurs de Canadian Energy Prosperity, que sa biographie décrit comme « une organisation de défense des intérêts qui se consacre au soutien du développement énergétique du Canada »[46]. Il reste toutefois à déterminer s'il s'agit de la même organisation Canadian Energy Prosperity liée au réseau. M. Dundas a dirigé Enerplus Corporation à titre de PDG jusqu'à son acquisition par Chord Energy en 2024 et siège aujourd'hui aux conseils d'administration de Chord Energy et de PrairieSky Royalty. Avant la fusion, Enerplus était membre de l'ACPP[47].

Les déclarations publiques montrent également que Cenovus a financé plusieurs des groupes membres d'EIA (voir l'annexe A). À notre connaissance, Cenovus est la seule pétrolière canadienne à divulguer publiquement le financement qu'elle accorde à des groupes de défense d'intérêts[48]. Ces déclarations précisent si les organisations ont reçu moins ou plus de 25 000 dollars. Entre 2021 et 2025, le nombre de membres du réseau EIA financés par Cenovus a augmenté, tout comme le montant de ces dons. En 2025, l'entreprise a versé plus de 25 000 dollars à chacun des sept membres suivants du réseau EIA : Avatar Innovations, Canada Action, Canada Powered by Women, l'Institut Fraser, l'Indigenous Resource Network, le Macdonald-Laurier Institute (MLI) et Resource Works.

Il est possible que le financement soit acheminé vers des organisations plus petites par l'intermédiaire de partenaires plus importants, ce qui supposerait qu'une subvention importante soit accordée à une organisation dotée d'une plus grande capacité administrative, qui redistribuerait ensuite ces fonds.

Selon notre analyse des vidéos récapitulatives des réunions tenues au Petroleum Club, il est possible qu'Avatar Innovations joue un rôle d'organisation ou de coordination dans le réseau EIA et auprès de ses bailleurs de fonds de CEP.

---

[45] Jarret Coels, profil LinkedIn. Page consultée le 2 juillet 2026 : https://www.linkedin.com/in/jarret-c-07a08175/.

[46] « Ian Dundas », Chord Energy. Page consultée le 2 juillet 2026 : https://www.chordenergy.com/bio/ian-dundas/.

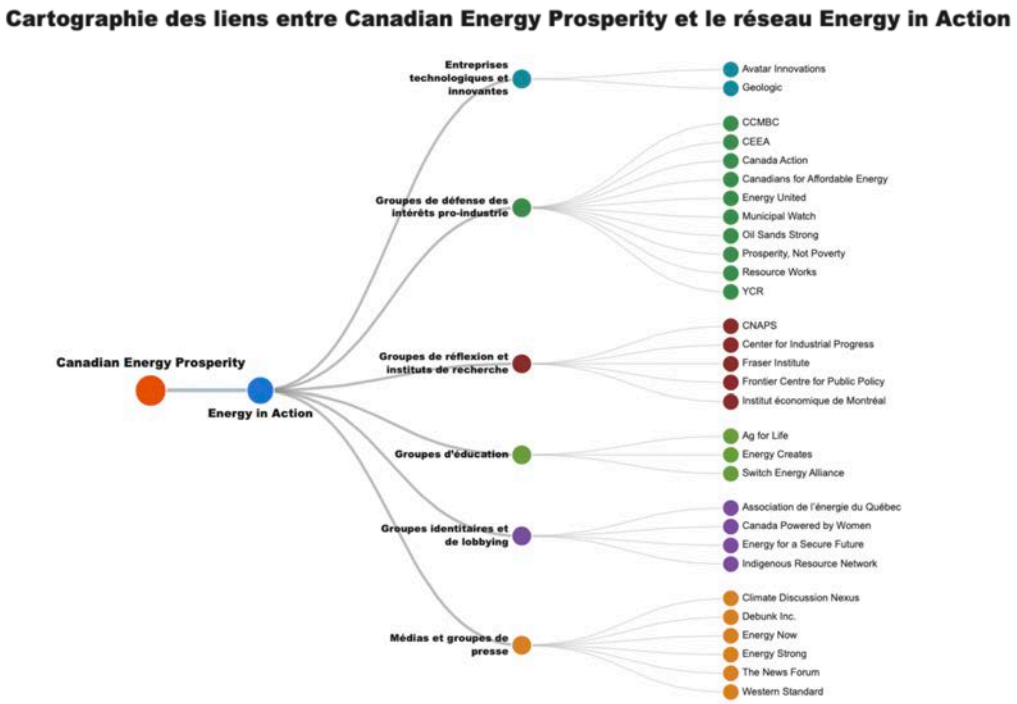
[47] Enerplus Corporation, « ESG Report 2022 », janvier 2023. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.chordenergy.com/wp-content/uploads/2024/05/ESG-report-Jan-13-2023.pdf.

[48] « Advocacy and Memberships », Cenovus Energy. Page consultée le 2 juillet 2026 : https://www.cenovus.com/Our-company/Governance/Advocacy-and-memberships.

MEMBRES DU RÉSEAU

Notre enquête a permis d'identifier plus de 30 entités distinctes faisant partie du réseau EIA. Parmi elles, 25 disposaient d'une page de profil qui leur était consacrée sur la plateforme EIA. D'autres apparaissaient dans des vidéos récapitulatives sur des pages consacrées aux réunions à l'intention des bailleurs de fonds, avaient du contenu hébergé sur la plateforme ou étaient mentionnées par d'autres membres comme faisant partie du réseau.

Graphique 1. Cartographie des relations entre les membres de Canadian Energy Prosperity qui financent le réseau EIA et 30 organisations membres d'EIA issues de secteurs clés de l'industrie.



Source : Données du site energy-in-action.com

Afin de rendre compte du fonctionnement de cette coalition, nous avons regroupé les entités identifiées en six catégories en fonction de leurs champs d'action et de leurs rôles au sein du réseau. Bien que certains groupes puissent appartenir à plusieurs catégories, chacun n'a été inclus que dans l'une d'elles aux fins de cette analyse.

1. Groupes de réflexion et instituts de recherche

Au sein d'un réseau coordonné, les groupes de réflexion et les instituts de recherche peuvent conférer une légitimité académique et institutionnelle aux discours et aux arguments de l'industrie pétrolière et gazière. Grâce à des rapports, des commentaires et des analyses diffusées auprès des médias traditionnels, des responsables politiques et des établissements universitaires, ces entités peuvent servir de sources pouvant être citées pour les groupes de pression et les organisations de façade ciblant différents publics. Les groupes de défense des intérêts peuvent ainsi contribuer à présenter les messages de l'industrie comme des faits vérifiés de manière indépendante.

Tableau 1. Groupes de réflexion et instituts de recherche du réseau.

MEMBRE	DESCRIPTION
Center for Industrial Progress (CIP) / Energy Talking Points	Un groupe de réflexion à but lucratif faisant également office de plateforme médiatique, qui plaide en faveur du développement des énergies fossiles et publie des arguments contre les politiques climatiques.
Center for North American Prosperity and Security (CNAPS)	Un projet du groupe de réflexion canadien Macdonald-Laurier Institute (MLI) qui plaide en faveur d'une coopération plus étroite entre le Canada et les États-Unis dans les domaines de la sécurité, de la défense, de l'énergie et des minéraux critiques.
Institut Fraser	Un organisme de recherche en politiques publiques et d'éducation qui dispose de bureaux partout au Canada, fait la promotion de la déréglementation et du développement des énergies fossiles et bénéficie depuis longtemps du soutien de cadres du secteur pétrolier et gazier.
Frontier Centre for Public Policy	Un groupe de réflexion sur les politiques publiques, partenaire de l'Atlas Network et ayant le statut d'organisme de bienfaisance, qui promeut le développement des secteurs pétrolier et gazier et a publié des travaux de recherche climatosceptiques.
Institut économique de Montréal (IEDM)	Un groupe de réflexion sur les politiques publiques, auparavant répertorié parmi les membres de l'Atlas Network, qui reçoit des financements du secteur pétrolier et gazier et publie des études critiquant les politiques climatiques.

2. Groupes et associations de défense des intérêts favorables à l'industrie

Les groupes de défense d'intérêts et de façade inondent les réseaux sociaux de contenus publics faciles à partager, amplifiant ainsi le discours du réseau au sein de l'écosystème informationnel canadien. Ils résument et relaient les discours de l'industrie dans des formats concis adaptés au Web. Bien qu'ils se présentent souvent comme indépendants, ces groupes transforment l'engagement numérique en pression politique au moyen de campagnes ciblant des mesures législatives et des responsables politiques précis.

Tableau 2. Groupes de défense des intérêts pro-industrie du réseau.

MEMBRE	DESCRIPTION
Canada Action	Un groupe de défense des intérêts qui se présente comme un mouvement citoyen favorable au développement des secteurs canadiens du pétrole, du gaz et des oléoducs, malgré plusieurs liens avérés avec le secteur énergétique et le soutien financier que celui-ci lui a apporté.
Canadian Energy Executive Association (CEEA)	Une association à but non lucratif consacrée au réseautage et à la défense des intérêts, fondée en 1952 sous le nom d'Oilmen's, qui rassemble des cadres du secteur énergétique.
Canadians for Affordable Energy	Une association de défense des intérêts dirigée par un ancien député qui s'oppose à la tarification du carbone et aux politiques climatiques au nom de l'abordabilité énergétique.
Coalition of Concerned Manufacturers and Businesses of Canada (CCMBC)	Un groupe de pression à but non lucratif, créé en 2016 pour représenter les intérêts des entreprises manufacturières, qui mène des activités de lobbying contre la réglementation climatique et énergétique au nom des petites et moyennes entreprises.
Energy United	Une campagne de défense des intérêts présentée comme une initiative « citoyenne » qui fait la promotion des sables bitumineux, liée à un ancien PDG de l'ACPP et à des consultants en relations publiques proches de cette association.

Suite à la page suivante

MEMBRES DU RÉSEAU

MEMBRE	DESCRIPTION
Municipal Watch	Un groupe de défense des intérêts, fondé en 2023 et dirigé par une ancienne députée, qui se présente comme une organisation citoyenne et un groupe de surveillance.
Oil Sands Strong	Un groupe de défense des intérêts et une marque média pro-pétrole créés par un défenseur des sables bitumineux de Fort McMurray afin de répondre aux critiques formulées à l'encontre de ce secteur.
Prosperity, Not Poverty	Une initiative qui fait la promotion des énergies fossiles dans les pays en développement en les présentant comme un moteur de prospérité.
Resource Works	Une association à but non lucratif œuvrant dans les domaines des affaires publiques et de la communication, établie à Vancouver, en Colombie-Britannique.
Young Canadians for Resources (YCR)	Le volet jeunesse de Canada Action, un programme de réseautage et de développement de carrière qui encourage les personnes aux études et en début de carrière à soutenir les secteurs des ressources naturelles du Canada, notamment ceux du pétrole et du gaz.

3. Entreprises technologiques et innovantes

Les entreprises technologiques et innovantes du réseau s'appuient sur des programmes d'incubation spécialisés, l'analyse de données et des réseaux entrepreneuriaux pour promouvoir un discours présentant les technologies propres comme compatibles avec le maintien des infrastructures de combustibles fossiles. Elles présentent souvent les développements technologiques liés aux énergies fossiles, tels que le captage et le stockage de carbone, comme des solutions climatiques novatrices[49]. Les critiques ont toutefois démontré que ces projets s'inscrivent dans une logique d'expansion industrielle qui ne permet pas de réduire de manière significative les émissions mondiales, tout en créant de nouveaux risques environnementaux[50] [51]. Grâce à leurs liens avec le secteur, ces groupes cherchent à mobiliser les talents technologiques et universitaires et à mettre leur expertise au service des intérêts stratégiques de leurs bailleurs de fonds.

Tableau 3. Entreprises entrepreneuriales et technologiques du réseau.

MEMBRE	DESCRIPTION
Avatar Innovations	Un studio de création d'entreprises et un accélérateur établi à Calgary qui développe des technologies de décarbonation et de transition énergétique en partenariat avec de grandes entreprises pétrolières et gazières.
Geologic	Une entreprise spécialisée dans les données et les technologies qui fournit des bases de données et des analyses relatives au secteur pétrolier et gazier.

[49] « Why Carbon Capture and Storage Is Not a Real Climate Solution », Fondation David Suzuki. Page consultée le 7 juillet 2026 : https://davidsuzuki.org/what-you-can-do/why-carbon-capture-and-storage-is-not-a-real-climate-solution/.

[50] Lorne Stockman, Myriam Douo et Laurie van der Burg, « Funding Failure: Carbon Capture and Storage in the Fossil Fuel Sector », Oil Change International, septembre 2024. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://oilchange.org/wp-content/uploads/2024/08/OCI_funding_failure_Final_09_10_24.pdf.

[51] « The Health, Environmental and Financial Risks of Oil Sands Carbon Capture Projects Need to Be Adequately Assessed by Alberta », Alberta Wilderness Association, 14 mai 2024. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://www.albertawilderness.ca/the-health-environmental-and-financial-risks-of-oil-sands-carbon-capture-projects-need-to-be-adequately-assessed-by-alberta/.

4. Groupes identitaires et de lobbying

Un aspect important de la stratégie du réseau consiste à promouvoir le secteur en mettant de l'avant certaines identités culturelles. Pour ce faire, il collabore avec des organisations qui s'adressent aux jeunes, aux femmes, aux communautés autochtones et aux associations professionnelles afin de présenter ses activités de défense des intérêts comme reflétant les points de vue de divers segments de la société canadienne, en insistant sur la manière dont ces populations seraient supposément touchées par les décisions politiques.

Tableau 4. Groupes identitaires et de lobbying du réseau.

MEMBRE	DESCRIPTION
Association de l'énergie du Québec	Une association professionnelle régionale qui représente des promoteurs, des entreprises et des investisseurs et qui milite en faveur du développement de projets énergétiques et de gaz naturel dans la province.
Canada Powered by Women	Une organisation non partisane qui sonde les femmes et les mobilise afin de défendre les intérêts du secteur pétrolier et gazier canadien dans le cadre des débats nationaux sur la politique énergétique.
Energy for a Secure Future	Une campagne de plaidoyer en faveur de la poursuite du développement des secteurs pétrolier et gazier et des infrastructures pipelinières, menée au nom de la sécurité énergétique et de l'abordabilité financière.
Indigenous Resource Network	Une organisation populaire créée par des travailleur·ses autochtones qui milite en faveur de l'inclusion et de la participation des populations autochtones dans le secteur des ressources naturelles, notamment dans les secteurs pétrolier, gazier et minier.

5. Médias et groupes de presse

Le réseau s'appuie sur plusieurs médias spécialisés pour produire et diffuser du contenu auprès du public par l'intermédiaire du journalisme et de la radiodiffusion. Ces médias proposent divers contenus, dont des reportages d'actualité régionaux, des émissions, des bulletins d'information et des analyses factuelles, contribuant ainsi à créer un paysage médiatique alternatif où les arguments en faveur de l'industrie sont normalisés.

Tableau 5. Médias et groupes de presse du réseau.

MEMBRE	DESCRIPTION
Climate Discussion Nexus (CDN)	Une organisation médiatique à but non lucratif qui défend une position climatosceptique et produit des contenus contestant les connaissances scientifiques établies sur les changements climatiques.
Debunk Inc.	Une société de production audiovisuelle fondée par des spécialistes du marketing proches de l'industrie pétrolière et gazière qui se présente comme un site de vérification des faits, tout en diffusant des messages en faveur des énergies fossiles et en réfutant les critiques visant le secteur énergétique canadien.
EnergyNow	Une plateforme d'information en ligne qui traite des enjeux liés au secteur de l'énergie et de l'actualité énergétique.
Energy Strong	Un bulletin d'information hebdomadaire non partisan consacré au secteur de l'énergie au Canada et à l'actualité énergétique. Il s'agit d'une initiative d'EnergyNow.
The News Forum	Un groupe de presse qui exploite une chaîne d'information télévisée diffusant des actualités et des contenus qui présentent le secteur pétrolier sous un jour favorable.
Western Standard	Un média conservateur couvrant principalement l'actualité de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

6. Groupes d’éducation

Quelques groupes au sein du réseau ciblent principalement les élèves, et même le personnel enseignant, afin de façonner leurs points de vue à tous les niveaux du système éducatif, de l’école primaire et secondaire aux établissements d’enseignement supérieur et aux universités. Plutôt que de diffuser des messages politiques directs, ces groupes se rendent dans les salles de classe et sur les campus pour proposer ce qu’ils présentent comme des programmes de développement des compétences, du soutien pédagogique et des ressources éducatives portant sur l’industrie et le secteur énergétique, avec pour objectif d’influencer la prochaine génération.

Tableau 6. Groupes d’éducation du réseau.

MEMBER	DESCRIPTION
Ag for Life	Une association à but non lucratif basée en Alberta qui conçoit et propose aux élèves, au personnel enseignant et au grand public des programmes éducatifs sur l’agriculture, les systèmes alimentaires et la sécurité en milieu rural et agricole.
Energy Creates	Un projet éducatif destiné aux jeunes et aux élèves qui fait la promotion du secteur énergétique canadien au moyen de documentaires, de matériel pédagogique, de concours et de bourses d’études postsecondaires.
Switch Energy Alliance	Une organisation éducative à but non lucratif qui propose des ressources pédagogiques, des documentaires et des programmes portant sur le secteur énergétique à l’intention des élèves, du personnel enseignant et du grand public.

Autres groupes

Outre ces groupes, certaines organisations ne disposaient pas de leur propre page sur le site Web d'EIA, mais apparaissaient ailleurs sur le site Web du réseau et dans sa documentation. Par exemple, Energy Futures Institute, Explorers and Producers Association of Canada (EPAC), et Collaborative Canadian Energy Solutions (CCES) étaient mentionnées dans les documents d'autres organisations comme membres du réseau[52].

Collaborative Canadian Energy Solutions, un groupe de défense à but non lucratif, se distingue notamment par l'implication de Gerry Protti, qui en est le président selon son profil LinkedIn[53]. Figure de longue date du secteur pétrolier et gazier de Calgary, M. Protti préside également le conseil d'administration du Macdonald-Laurier Institute (MLI) et a été le président fondateur de l'ACPP[54]. La mention de son nom dans l'ordre du jour d'une réunion à l'intention des bailleurs de fonds, où il a fait une présentation au nom du MLI et du Center for North American Prosperity and Security (CNAPS), atteste également de son implication dans le réseau[55]. Bien que ces deux organisations aient été officiellement désignées comme partenaires par Canada Powered by Women, des diapositives internes indiquent qu'elles jouent également un rôle au sein du réseau élargi.

---

[52] « Explorers and Producers Association of Canada (EPAC) », Explorers and Producers Association of Canada (EPAC). Page consultée le 7 juillet 2026 : https://www.explorersandproducers.ca/.

[53] Gerry Protti, profil LinkedIn. Page consultée le 7 juillet 2026 : https://www.linkedin.com/in/gerry-protti-ma-icd-d-293b042b8/.

[54] « Gerry Protti », Macdonald-Laurier Institute. Page consultée le 27 août 2026 : https://macdonaldlaurier.ca/about/who-is-involved/gerry-protti/.

[55] « Canadian Energy Prosperity July 2, 2025 Agenda », Energy in Action. Page archivée le 13 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260513194501/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/687527b28526c75f7fc62a8f/1752508338239/1a.+AGENDA1.pdf.

ANALYSE DES PRINCIPAUX MEMBRES DU RÉSEAU ET DE LEURS ACTIVITÉS

Energy in Action a créé des pages de profil pour bon nombre de ses membres afin d'y héberger des documents internes et externes. De plus, des pages consacrées aux réunions avec les bailleurs de fonds organisées au Petroleum Club comprenaient également des présentations de membres détaillant leurs progrès et leurs objectifs, révélant ainsi des informations qui n'étaient peut-être pas destinées à être rendues publiques. L'analyse de ces documents révèle des indicateurs opérationnels, des campagnes d'influence secrètes sur les réseaux sociaux, des campagnes publicitaires, des activités de lobbying législatif, des efforts visant à influencer les établissements d'enseignement, ainsi que des attaques coordonnées ciblant les organisations climatiques, les activistes et les Premières Nations.

Les troupes de choc

Des documents mis au jour dans le cadre de notre enquête montrent que deux membres du réseau, Energy United et Resource Works, ont mené des actions conjointes et distinctes pour cibler des activistes et des organisations climatiques. Energy United, un groupe de défense des intérêts canadien lié à l'industrie pétrolière, semble coordonner régulièrement des campagnes et des publicités pro-pétrole et hostiles aux organisations environnementales sur les réseaux sociaux[56]. Son président, Tim McMillan, a fait une présentation aux côtés de Resource Works lors des réunions tenues au Petroleum Club en juillet 2025 et en janvier 2026. Les diapositives de leur présentation conjointe détaillaient notamment des stratégies visant à contrer les critiques environnementales en ciblant des organisations, telles que la Fondation David Suzuki et l'Initiative de journalisme local, un programme fédéral qui soutient les organes de presse.

---

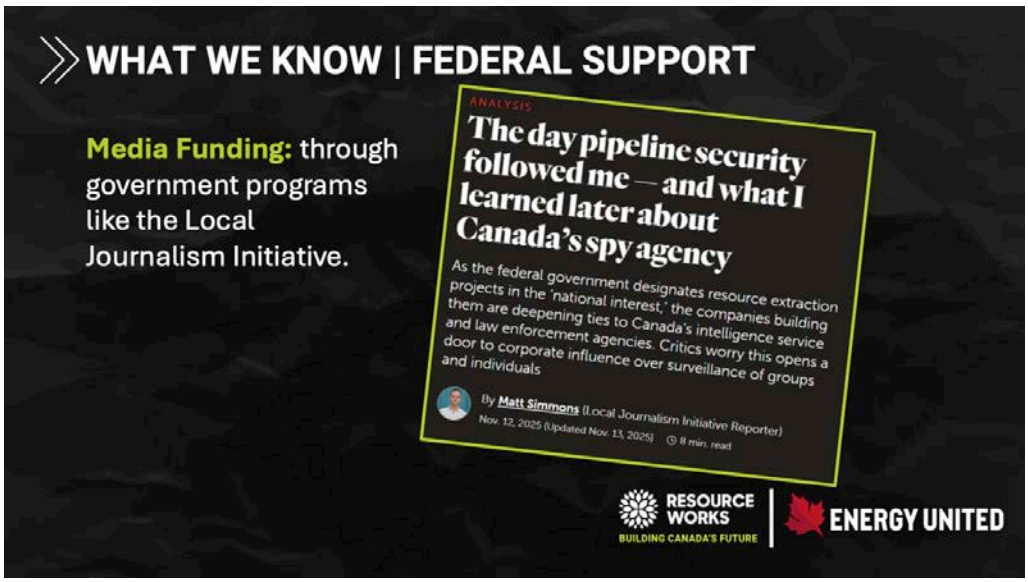
[56] Taylor Noakes, « Environmentalists 'Weaken' Canada, Claims Industry Group with Political Ties », DeSmog, 18 février 2025. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.desmog.com/2025/02/18/environmentalists-weaken-canada-claims-industry-group-with-political-ties/.

Figure 12. Capture d'écran tirée d'une présentation de Resource Works et Energy United décrivant des stratégies pour attaquer des organisations environnementales à but non lucratif, telles que la Fondation David Suzuki.



Source : EIA (version archivée)

Figure 13. Capture d'écran tirée d'une présentation de Resource Works et Energy United parlant du soutien fédéral apporté à l'Initiative de journalisme local et montrant un article de Matt Simmons pour The Narwhal.



Source : EIA (version archivée)

Le porte-voix québécois : l'Institut économique de Montréal

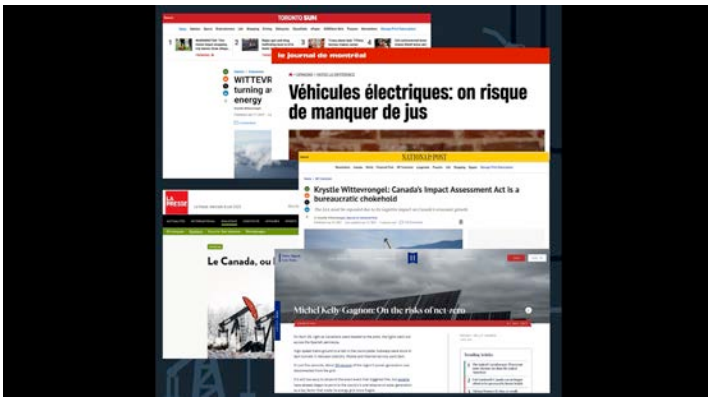
L'Institut économique de Montréal (IEDM) se présente comme un « groupe de réflexion indépendant sur les politiques publiques » et étend la portée du réseau au Québec, lui donnant ainsi accès aux médias francophones et à un public politique provincial. Il se présente comme la seule voix extérieure au secteur à défendre les intérêts des entreprises pétrolières et gazières au Québec.

D'après les informations publiées sur sa page du site Web d'EIA, dont une grande partie a également été diffusée par ses canaux de communication publics, ses intérêts s'étendent au-delà du Québec et englobent des projets d'infrastructures énergétiques dans tout le Canada[57]. La page indiquait que l'organisation suivait de près les développements à l'échelle du pays, notamment le protocole d'accord relatif au pipeline de la côte ouest, formulait des recommandations prébudgétaires pour le Québec et commandait des sondages.

Dans une vidéo publiée sur sa page d'EIA, l'IEDM affirme : « L'IEDM a toujours été un fervent défenseur du secteur énergétique d'un océan à l'autre. Au cours de l'année écoulée, nous avons contribué à faire évoluer l'opinion publique sur les infrastructures énergétiques alors que la scène politique canadienne traversait une période particulièrement mouvementée ». [*traduction libre*]

Le graphique accompagnant ce passage de la voix hors champ suggère que l'IEDM s'oppose aux politiques climatiques. Il présente plusieurs articles de presse, dont les titres comprennent notamment « On the risks of net zero », « Canada's Impact Assessment Act is a bureaucratic chokehold », « Véhicules électriques : on risque de manquer de jus » et « Investors are turning away from Canadian energy ». La présentation souligne ensuite la portée médiatique du groupe de réflexion, affirmant qu'il a été interviewé à 105 reprises au cours de l'année écoulée sur des enjeux énergétiques et qu'il a été mentionné dans plus de 1 000 articles de presse.

Figure 14. Capture d'écran tirée d'une vidéo publiée sur la page de l'IEDM présente sur la plateforme EIA, qui présente des articles parus dans différents médias.



Source : EIA (version archivée)

[57] « Montreal Economic Institute », Energy In Action. Page consultée le 25 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/mei-copy.

La vidéo décrit ensuite les activités de plaidoyer de l'IEDM, déclarant : « L'une de nos principales réalisations cette année a été de souligner l'importance de construire des pipelines reliant l'Est et l'Ouest du Canada… Nous sommes fiers d'être la seule voix non industrielle au Québec à défendre les secteurs pétrolier et gazier canadiens depuis des décennies. Nous continuerons à faire pression pour garantir la mise en place des conditions nécessaires à la réalisation de projets générateurs de richesse qui profitent à l'ensemble de la population canadienne ». [*traduction libre*]

Elle se termine par un message à l'écran affirmant : « Gens de l'Alberta, vous pouvez compter sur le soutien de l'IEDM! ». [*traduction libre*]

Figure 15. Capture d'écran tirée d'une vidéo publiée sur la page de l'IEDM présente sur la plateforme EIA, avec le message : « Gens de l'Alberta, vous pouvez compter sur le soutien de l'IEDM! ».



Source : EIA (version archivée)

En 2024, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles, l'IEDM a reçu 389 000 dollars de la part d'entreprises pétrolières et gazières. Cette somme représentait 11 % de ses revenus totaux, faisant du secteur sa deuxième source de financement après les fondations. Or, puisque l'IEDM a pour politique de ne pas divulguer l'identité de ses donateurs, il est impossible de déterminer si certaines de ces fondations étaient également liées au secteur pétrolier et gazier[58].

Campagnes en ligne et hors ligne

Canada Action est un groupe de défense des intérêts faisant la promotion des énergies fossiles qui se présente comme un mouvement populaire et non partisan[59]. Surtout connu pour ses cotons ouatés portant l'inscription « I ♥ Oil and Gas », le groupe mène également une stratégie sophistiquée sur les réseaux sociaux et dans les médias grand public, qui semble destinée à mobiliser des soutiens en faveur de l'industrie pétrolière et gazière et à faire pression sur les décisionnaires. Il a récemment étendu ses activités à d'autres secteurs extractifs.

---

[58] « Qui finance l'IEDM? », Institut économique de Montréal. Page consultée le 27 août 2026. https://www.iedm.org/fr/77152-qui-finance-liedm/.

[59] « About », Canada Action. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.canadaaction.ca/about.

Canada Action a consacré 1,9 million de dollars au marketing en 2024 et 1,5 million de dollars en 2023, ce qui pourrait expliquer en partie l'ampleur de son influence.

Comme démontré ci-dessus et dans des enquêtes antérieures, ce groupe a bénéficié de financements provenant du secteur et diffusé ses messages par le biais de campagnes publicitaires[60]. Il gère également Young Canadians for Resources (YCR), une initiative de mobilisation jeunesse visant à rejoindre les étudiant·es et les jeunes personnes professionnelles.

La page « How is Canada Action funded? » de son site Web laisse entendre que l'organisation est principalement financée par la vente d'articles dérivés et les dons individuels[61]. Ses états financiers vérifiés brossent toutefois un tableau très différent : ces deux sources représentent moins de 2 % de ses revenus, alors que 98 % proviennent de « commandites », ce qui fait probablement référence à des commandites d'entreprises.

Figure 16. Extrait des états financiers fédéraux vérifiés de Canada Action.

CANADA ACTION COALITION LTD.

Statement of Excess of Revenues over Expenses and Changes in Net Assets

Year ended December 31, 2024, with comparative information for 2023

	2024	2023
Revenues:		
Sponsorship	$ 2,900,125	$ 2,757,183
Promotional sales	38,619	41,695
Donations	15,604	7,035
Interest income	2,729	-
	2,957,077	2,805,913
Expenses:		
Marketing campaigns	1,926,073	1,567,685
Office and administrative expenses	318,617	416,397
Student outreach	117,233	291,332
Promotional expenses	169,826	225,420
Trade shows and events	210,228	177,809
	2,741,977	2,678,643
Excess of revenues over expenses	215,100	127,270
Net unrestricted assets, beginning of year	426,651	299,381
Net unrestricted assets, end of year	$ 641,751	$ 426,651

Source : Informations obtenues grâce à une demande de renseignements auprès du service de recherche du registre des entreprises du gouvernement fédéral.

[60] Carol Linnitt, « 'Grassroots' Oil and Gas Advocacy Group Canada Action Received $100,000 from ARC Resources », The Narwhal, 24 juin 2020. Page consultée le 5 octobre 2026 : https://thenarwhal.ca/canada-action-received-100-thousand-from-arc-resources/.

[61] « How Is Canada Action Funded? », Canada Action. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.canadaaction.ca/funding.

À certains égards, l'organisation semble également fonctionner comme une entreprise familiale. Cody Battershill est l'unique membre de son conseil d'administration, tandis que ses états financiers vérifiés montrent que la fratrie de M. Battershill a reçu plus de 400 000 dollars au cours des deux dernières années.

Figure 17. Extrait des états financiers fédéraux vérifiés de Canada Action.

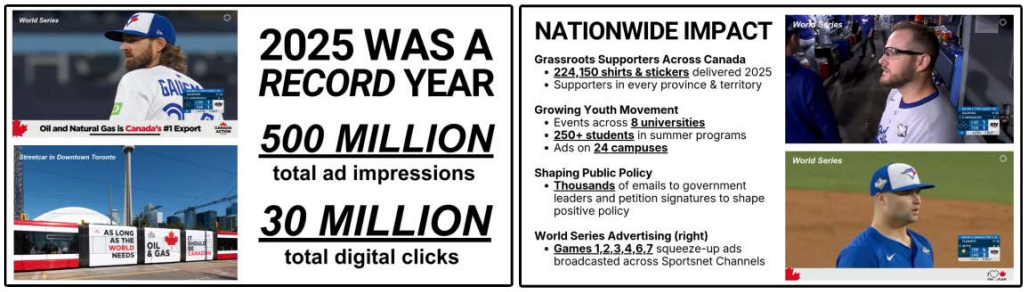
4. **Related party transactions:**

During the year ended December 31, 2024, the Organization incurred $132,568 (2023 - $128,938) for marketing services provided by a sibling of the CEO of the Organization. As at December 31, 2024, the Organization owed $Nil (2023 - $6,834) with respect to these services. In addition, another sibling of the CEO is an employee of the Organization whose compensation amounted to $75,663 (2023 - $73,980).

Source : Informations obtenues grâce à une demande de renseignements auprès du service de recherche du registre des entreprises du gouvernement fédéral.

Cody Battershill, fondateur de Canada Action, a fait une présentation à l'intention des bailleurs de fonds au Petroleum Club en juillet 2025[62]. Sur la page de l'organisation publiée sur le site Web d'EIA, Greenpeace Canada a découvert une vidéo détaillant les principaux chiffres du groupe pour 2025, notamment des centaines de millions d'impressions publicitaires et des milliers de courriels envoyés à des membres du gouvernement. La vidéo présentait également les activités du groupe en matière de publicité hors ligne et sportive, de produits dérivés et de mobilisation jeunesse, ainsi que des publicités ciblant spécifiquement des provinces, telles que l'Ontario et la Colombie-Britannique.

Figure 18. Captures d'écran tirées d'une vidéo publiée sur la page de Canada Action sur le site Web d'EIA, dans laquelle le groupe présente des données sur son impact.



Source : EIA (version archivée)

À l'instar de Canada Action, Debunk mène des campagnes numériques pour mobiliser un soutien en faveur de l'industrie pétrolière et gazière. L'organisation se présente comme une plateforme de vérification des faits visant à réfuter les allégations et à lutter contre la mésinformation sur le secteur énergétique canadien. Des enquêtes

[62] « Cody Battershill », DeSmog. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.desmog.com/cody-battershill/.

antérieures ont révélé ses liens avec l'industrie, notamment avec l'ACPP et Canada Proud[63]. En 2024, le site Web de Debunk affirmait toujours qu'elle n'était pas financée par l'industrie pétrolière, une déclaration qui a été supprimée en 2025[64] [65]. En plus de diffuser des contenus visuels et vidéo sur les réseaux sociaux, la plateforme invite les gens à participer à des campagnes d'envoi de lettres visant à faire pression sur les responsables politiques au sujet d'enjeux liés à l'industrie.

> « C'est à nous de façonner le discours sur l'énergie. Grâce à votre soutien continu, nous continuerons à remettre en question les idées reçues, à mobiliser la population canadienne et à promouvoir l'avenir énergétique que notre pays mérite. » [*traduction libre*]

Greenpeace a découvert que ses fondatrices, Anastasia Columbos et Britni Weston, ont fait une présentation aux bailleurs de fonds de CEP en juillet 2025 afin de faire le point sur leurs activités; elle a ensuite été mise en ligne sur le site Web d'EIA sous forme de vidéo[66] [67]. La présentation soulignait la portée considérable de Debunk sur les réseaux sociaux et en ligne, notamment ses millions de vues, ainsi que ses campagnes et les préparatifs d'un documentaire tourné en Afrique du Sud. Une diapositive remerciait explicitement CEP pour son soutien et invitait le groupe à poursuivre son financement afin de façonner l'opinion publique.

Figure 19. Captures d'écran tirées d'une présentation vidéo de Debunk destinée aux bailleurs de fonds de CEP, présentant les indicateurs clés et les campagnes récentes de l'organisation.



Source : EIA (version archivée)

[63] Roberto Rocha, Jeff Yates et Andrea Bellemare, « Groups Linked to Oil Companies Funded Facebook Ads Denouncing the Rail Blockades », CBC News, 4 mars 2020. Page consultée le 6 octobre 2026 :https://www.cbc.ca/news/canada/coastal-gas-link-rail-blockades-facebook-1.5484039.

[64] « FAQ », Debunk. Page archivée le 23 janvier 2024 : https://web.archive.org/web/20240123041824/https://www.debunk.com/faq/.

[65] « Work with Us », Debunk. Page archivée le 6 août 2025 : https://web.archive.org/web/20250806173728/https://www.debunk.com/work-with-us.

[66] « Information concernant les sociétés de régime fédéral », Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://ised-isde.canada.ca/cc/lgcy/fdrlCrpDtls.html.

[67] « Canadian Energy Prosperity July 2, 2025 Agenda », Energy in Action. Page archivée le 13 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260513194501/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/687527b28526c75f7fc62a8f/1752508338239/1a.+AGENDA1.pdf.

Lobbying

Avatar Innovations est un fonds de capital-risque et accélérateur technologique qui se consacre à la recherche de solutions aux défis liés aux changements climatiques. Comme démontré ci-dessus et dans des enquêtes antérieures, l'entreprise bénéficie d'un soutien financier et opérationnel direct de la part de grandes entreprises pétrolières et gazières, notamment de commanditaires, tels que Cenovus Energy. Ses programmes mettent en relation des entrepreneur·ses et des entreprises et visent notamment le développement des talents et des technologies émergentes dans le secteur énergétique. Des documents internes indiquent également qu'elle joue un rôle stratégique au sein du réseau CEP, notamment par le biais d'activités de lobbying et de campagnes d'influence.

Un fichier de présentation découvert au cours de cette enquête, intitulé « Avatar+KPIs+-+CEP », recensait certaines des réalisations de l'organisation et présentait ses indicateurs clés de performance ainsi que les résultats de ses programmes[68]. La première diapositive, intitulée « Our Wins in 2025 », faisait notamment état d'activités de lobbying auprès du gouvernement, d'interventions dans les médias traditionnels, de la transmission de « recommandations politiques majeures » au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Tim Hodgson, ainsi que du lancement de la « stratégie des nouveaux médias pour la génération Z » de l'organisation.

Figure 20. Capture d'écran d'une diapositive d'une présentation d'Avatar Innovations mettant en avant ses réussites en 2025, notamment une stratégie visant à rejoindre un public plus jeune.



Source : EIA (version archivée)

[68] Avatar Innovations, « Avatar KPIs – CEP » (diaporama), Energy in Action. Page archivée le 14 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260514203120/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/69403832a9ddea66cb4448f4/1765816370053/Avatar+KPIs+-+CEP+Tyler+Engel.pdf.

ANALYSE DES PRINCIPAUX MEMBRES DU RÉSEAU ET DE LEURS ACTIVITÉS

Bien qu'Avatar ne soit pas enregistrée comme groupe de lobbying au niveau fédéral, ce document affirme que plusieurs de ses recommandations politiques « ont été prises en compte dans le budget fédéral de 2025 ». Or, Deborah Yedlin, présidente du conseil d'administration d'Avatar et également présidente-directrice générale de la Chambre de commerce de Calgary, dirige une organisation officiellement enregistrée pour mener des activités de lobbying à l'échelle fédérale[69]. En 2025 et 2026, cette organisation a notamment ciblé des responsables clés de Ressources naturelles Canada sur des questions liées au budget, à l'énergie et au climat[70].

Une autre organisation qui exerce des activités de lobbying politique est Canada Powered by Women (CPW), une association à but non lucratif « non partisane » qui se présente comme une plateforme représentant « les Canadiennes qui estiment que des politiques énergétiques réfléchies sont essentielles à la prospérité économique à long terme » du pays. Se présentant comme un organisme de recherche et d'action communautaire, CPW réalise des sondages et organise des événements à l'intention des femmes. Les données du Registre des lobbyistes fédéral montrent qu'elle est inscrite comme organisation active depuis juin 2024 et a fait appel aux services de Hill & Knowlton, une agence mondiale de relations publiques décrite comme « la principale agence de communication et de lobbying de l'industrie pétrolière »[71] [72].

Le conseil d'administration et l'équipe de direction entretiennent des liens directs avec le secteur des énergies fossiles[73]. Parmi leurs membres figure notamment Sue Riddell Rose, présidente-directrice générale de Rubellite Energy Corp, une pétrolière canadienne[74]. Le comité consultatif de CPW compte également des cadres de certaines des plus grandes entreprises pétrolières du Canada, telles que Cenovus Energy, TC Energy, Suncor et Enbridge.

Une présentation découverte dans le cadre de cette enquête, intitulée « Canadian Energy Prosperity Advocacy Showcase », met en évidence les relations de CPW avec des personnes occupant des fonctions électives et non électives au sein des gouvernements provinciaux et fédéraux, ainsi qu'avec leur personnel.

---

[69] « Our Team », Avatar Innovations. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.avatarinnovations.energy/team.

[70] « Résultats de recherche avancée du registre », Commissariat au lobbying du Canada. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://lobbycanada.gc.ca/app/secure/ocl/lrs/do/advSrch?searchCommand=navigate&time=1783003639193.

[71] Marc Fawcett-Atkinson, « Women Are the New Target of Canada's Fossil Fuel Greenwashing Machine », Canada's National Observer, 16 septembre 2024. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.nationalobserver.com/2024/09/13/news/canada-fossil-fuel-greenwashing-machine-target-women.

[72] Sam Meredith, « 'Profoundly Disturbing':The PR Firm for the COP27 Climate Summit Has a Long History with Big Oil », CNBC, 16 novembre 2022. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.cnbc.com/2022/11/16/cop27-egypts-pick-to-run-pr-at-the-uns-climate-talks-criticized.html.

[73] « About Us », Canada Powered by Women. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.canadapoweredbywomen.ca/about-us.

[74] « Susan L. Riddell Rose », Rubellite Energy. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://rubelliteenergy.com/management_team/susan-l-riddell-rose/.

Figure 21. Capture d'écran de la dernière diapositive d'une présentation de Canada Powered by Women à l'intention des bailleurs de fonds, où l'organisation affirme avoir rejoint des millions de femmes, rencontré des dizaines de décisionnaires politiques et recruté de nouveaux soutiens financiers.



Source : EIA (version archivée)

Influencer les salles de cours

Un rapport d'impact annuel intitulé *Executive Impact Report: 2025 Canadian Expansion & Strategic Outlook*, mis en ligne sur le site Web d'EIA par Switch Classroom, présentait les résultats de campagne du programme ainsi que ses objectifs futurs[75] [76]. Switch Classroom est une initiative de la Switch Energy Alliance, une autre association à but non lucratif membre d'EIA qui propose des ressources pédagogiques gratuites. Ce document semble être un rapport d'activité interne, mettant notamment en évidence la portée croissante du programme dans les établissements scolaires et présentant des indicateurs clés sur l'engagement des élèves et du personnel enseignant.

Le rapport note qu'en adaptant ses ressources aux programmes scolaires locaux, Switch Classroom attire le personnel à la recherche de supports pédagogiques pour enseigner des modules scientifiques portant sur l'énergie. Cette approche ciblée contribue à accroître la portée du programme grâce à un engagement direct auprès des établissements scolaires. Le rapport mentionne notamment le « Teacher Advisory Council » (TAC) de la Colombie-Britannique, destiné au personnel enseignant de la maternelle à la 12e année. Or, la Colombie-Britannique ne dispose pas d'un TAC, mais plutôt d'un « BC Teachers' Council ». Switch Classroom a également indiqué entretenir un partenariat universitaire avec la Faculté d'éducation de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) afin de cibler le futur personnel enseignant. Pour 2026, le rapport indique que Switch Classroom prévoit étendre ses activités en Ontario et sur le marché francophone.

---

[75] Switch Classroom, « *Executive Impact Report: 2025 Canadian Expansion and Strategic Outlook* », Energy in Action. Page archivée le 20 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260520210546/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/697269649bebd515c9a6e296/1769105764259/switchreport.pdf.

[76] « About », Switch Classroom. Page consultée le 27 août 2026 : https://switchclassroom.org/about/.

Figure 22. Capture d'écran d'une page du *Executive Impact Report: 2025 Canadian Expansion & Strategic Outlook* de Switch Classroom, présentant les indicateurs et les stratégies clés du programme.



Switch Classroom

Executive Impact Report: 2025 Canadian Expansion & Strategic Outlook

The 2025 fiscal year marked a definitive shift from "market entry" to "established presence" within the Canadian education sector. Over a seven-month reporting window, Switch Classroom successfully identified **393 unique educators** across British Columbia, Alberta, and Saskatchewan.

Beyond verified IDs, our data analytics indicate a significant "Hidden Reach." Due to institutional IP masking and centralized school board proxies, we conservatively approximate that 5% of our total platform traffic (~1,100 educators) originates from Canada. Using a conservative classroom multiplier of 1:100, Switch Classroom reached an estimated **110,000 Canadian students in 2025.**

1. The "Hero" Content: Provincial Alignment Guides

Our localized curriculum mapping remains the primary driver for user acquisition. The top-performing guides by volume and engagement are:

- **BC Science 10:** The dominant high school "anchor."
- **Alberta Science 10:** Reaching 70% of the engagement depth of our mature U.S. products in year one.
- **Saskatchewan Science 6:** Highly efficient "one-and-done" success for middle-year educators.

While high school content drives volume, our **Elementary Alignment Guides (Grades 4-6)** have proven to be the most effective "New User" magnets, successfully capturing teachers at the onset of their energy units.

Source : EIA (version archivée)

D'autres organisations dont l'activité principale n'est pas l'éducation ont néanmoins mené des interventions auprès d'écoles et d'universités. Par exemple, l'entreprise de logiciels Geologic, spécialisée dans l'analyse de données et l'intelligence économique, a présenté aux bailleurs de fonds de CEP son programme de formation gratuit, Sustainability in Energy Micro-credential (SEMC)[77] [78] [79]. Selon l'entreprise, ce programme est spécialement conçu pour les personnes étudiant à l'université, au collège et dans les écoles polytechniques, et leur enseigne les « principes fondamentaux du développement durable dans l'industrie pétrolière et gazière ». Elle précise également que ses objectifs consistent à « mieux faire connaître ce secteur aux jeunes Canadiens » et à créer des passerelles vers des carrières dans le secteur de l'énergie.

> « Le généreux soutien de CEP permet d'étendre la portée du programme au sud de l'Ontario. » [*traduction libre*]

[77] « About Us », Geologic. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.geologic.com/about-us/.

[78] Geologic, « Geologic » (diaporama), Energy in Action. Page archivée le 11 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260511205505/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/696fea4b51ca6e369485107e/1768942155711/5.+GEOLOGIC.pdf.

[79] « Sustainability in Energy Micro-Credential », Sustainability in Energy. Page consultée le 27 août 2026 : https://energysustainability.ca/.

En évoquant ses projets d'expansion pour 2026, l'entreprise a remercié CEP pour son « soutien généreux » et indiqué avoir ciblé 10 établissements d'enseignement canadiens, avec pour objectif de rejoindre jusqu'à 500 000 jeunes. Le site Web de SEMC cite également l'Oil Sands Alliance, une initiative regroupant les plus grandes entreprises canadiennes du secteur des sables bitumineux qui opérait auparavant sous le nom d'Alliance nouvelles voies.

RÉPANDRE LA DÉSINFORMATION

Notre analyse des documents internes et des communications publiques suggère que de nombreux membres d'EIA diffusent activement de la désinformation sur les enjeux climatiques et l'actualité afin de promouvoir des discours favorables aux énergies fossiles, sans avoir à rendre de comptes pour les informations inexactes qu'ils partagent. Ces efforts prennent diverses formes, allant des articles et des études produites par des groupes de réflexion aux vidéos et aux publications sur les réseaux sociaux.

Les publications climatiques mensongères de Debunk

Debunk, une initiative qui affirme lutter contre la mésinformation, véhicule elle-même de la désinformation sur les changements climatiques. Sa page (version archivée) sur la plateforme EIA met en avant l'une de ses publications les plus populaires, accompagnée de cette explication : « Cette publication récente démystifiant la "pure affabulation" des changements climatiques est devenue virale, totalisant plus de 3 000 000 de vues »[80] [81]. La vidéo qu'elle contient met en vedette Patrick Moore, qui travaille depuis quatre décennies comme lobbyiste industriel et intervient régulièrement auprès d'entreprises ciblées par des campagnes de Greenpeace afin d'améliorer leur bilan environnemental[82]. Il invoque régulièrement son implication au sein de Greenpeace dans les années 1970 et 1980, bien qu'il ne compte pas parmi les fondateur·rices de l'organisation et qu'il l'ait quittée en 1986[83]. Dans la vidéo, M. Moore affirme que le dioxyde de carbone n'est pas à l'origine des changements climatiques majeurs que nous connaissons. Dans la publication, Debunk pose la question suivante : « Pensez-vous que le cofondateur de Greenpeace, parmi toutes les organisations, a raison sur ce point? ». [*traduction libre*]

---

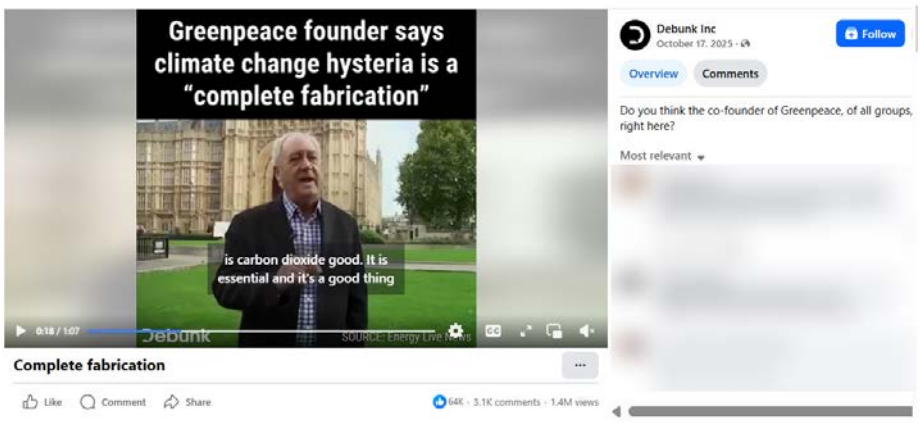
[80] « Debunk Copy », Energy in Action. Page consultée le 4 juin 2026 : http://energy-in-action.com/debunk.

[81] « Debunk Copy », Energy in Action. http://energy-in-action.com/debunk (page archivée le 29 avril 2026 : https://archive.ph/El179).

[82] Debunk Inc., (@debunkinc), « Do You Think the Co-Founder of Greenpeace, of All Groups, Is Right Here? », vidéo Facebook, 17 octobre 2025. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.facebook.com/watch/?v=1388449425948158.

[83] « Greenpeace Statement on Patrick Moore », Greenpeace États-Unis, 6 juillet 2010. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.greenpeace.org/usa/greenpeace-statement-on-patric/.

Figure 23. Capture d'écran d'une publication Facebook de Debunk contenant une vidéo de Patrick Moore; les commentaires ont été floutés afin de protéger l'anonymat des internautes.



Source : Compte Facebook de Debunk

Sur Instagram, Debunk a également partagé une publication intitulée « Un homme politique américain remet en question l'hystérie climatique avec un simple calcul »[84]. La vidéo montre un discours de Dave McCormick, politicien républicain et allié de Trump, dans lequel il affirme à tort que les émissions de dioxyde de carbone produites par l'humanité ne peuvent pas entraîner de changements climatiques[85]. Il conclut : « Cette hystérie climatique nous fait dépenser beaucoup d'argent pour un bénéfice très faible, voire nul ». [*traduction libre*]

Figure 24. Capture d'écran d'une publication Instagram de Debunk; les commentaires ont été floutés afin de protéger l'anonymat des internautes.



Source : Compte Instagram de Debunk

[84] Debunk Inc., (@debunkinc), « We're Wasting a Lot of Money for Very Little, If Any, Gain with All This Climate Hysteria », Instagram, 27 février 2026. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.instagram.com/p/DVRpoIaggG9/.

[85] Alison Main, « Sen. McCormick Defends Trump's Controversial Moves, Praises His Democratic Counterpart as Shutdown Continues », CNN, 26 octobre 2025. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.cnn.com/2025/10/26/politics/mccormick-defends-trump-praises-fetterman.

Elle a également induit son public en erreur en attribuant les feux de forêt à des pyromanes et en niant tout lien avec les changements climatiques. Or, l'accélération des changements climatiques, principalement attribuable à l'utilisation des combustibles fossiles, contribue à rendre les feux de forêt plus importants, plus intenses et plus destructeurs[86].

Exploiter les craintes de pénurie énergétique en Colombie-Britannique pour promouvoir les combustibles fossiles

Un autre exemple impliquant Avatar a permis de mettre au jour une opération d'influence secrète visant à diffuser de la désinformation auprès de jeunes personnes en Colombie-Britannique. Aux fins de la présente enquête, nous définissons les opérations d'influence secrètes comme des campagnes coordonnées visant à influencer le débat public sur des enjeux d'intérêt général tout en dissimulant leur provenance et l'identité des personnes qui les mènent.

La page d'Avatar sur EIA affichait une publication Instagram de britishcolumbiathings, un compte cumulant plus de 27 000 personnes abonnées, qu'elle présentait sous la rubrique « Intervention médiatique »[87] [88] [89]. Cette page est gérée par Salient Media, une agence de publicité basée en Colombie-Britannique. Ni Avatar ni Salient n'ont fait état de ce partenariat ou de cette relation dans la publication.

La publication, parue le 22 avril 2026, comprenait une illustration accompagnée de la légende suivante : « La Colombie-Britannique sera confrontée à un déficit énergétique d'ici 2029, selon B.C. Hydro ». Un sous-titre citait ensuite l'EFI, identifié dans la publication comme l'Energy Futures Institute, qui affirmait : « La Colombie-Britannique devrait accroître son approvisionnement en gaz renouvelable plutôt que de rationner l'électricité »[90].

L'Energy Futures Institute est un programme de Resource Works qui ne dispose pas de page dédiée sur le site d'EIA[91]. Son nom apparaît toutefois dans le programme d'un événement à l'intention des bailleurs de fonds de CEP tenu au Petroleum Club le 2 juillet 2025, aux côtés de celui de son président, Barry Penner, ancien ministre de la

---

[86] « Fiche de renseignements : Changements climatiques et feux de forêts », Institut climatique du Canada. Page consultée le 27 août 2026 : https://institutclimatique.ca/news/fiche-de-renseignements-changements-climatiques-et-feux-de-foret/.

[87] « Avatar Innovation », Energy in Action. Page consultée le 5 mai 2026 : https://www.energy-in-action.com/avatarinnovation.

[88] britishcolumbiathings (@britishcolumbiathings), « B.C. Facing Energy Deficit by 2029, Says B.C. Hydro », compte Instagram, 22 avril 2026. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.instagram.com/p/DXcsA8ylche/.

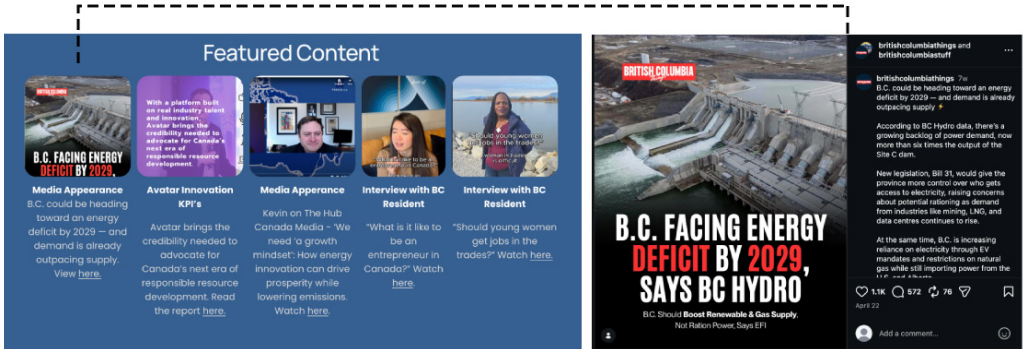
[89] britishcolumbiathings (@britishcolumbiathings), « britishcolumbiathings », compte Instagram. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.instagram.com/britishcolumbiathings/.

[90] « Energy Futures Institute », Energy Futures Institute. Page consultée le 27 août 2026 : https://energyfuturesinstitute.ca/.

[91] « Programs », Resource Works. Page consultée le 27 août 2026 : https://resourceworks.com/programs/.

Colombie-Britannique[92] [93]. Le programme indique que M. Penner est intervenu aux côtés de Margareta Dovgal et de Stewart Muir lors d'une session consacrée à Resource Works.

Figure 25. Capture d'écran de la page EIA d'Avatar (à gauche), présentant la rubrique « Contenu en vedette », qui comprenait une publication Instagram hébergée sur une page distincte de la plateforme. Cette publication, qui citait l'Energy Futures Institute et ne mentionnait pas Avatar, figurait sous la mention « Intervention médiatique ».



Source : À gauche : EIA (version archivée); à droite : page Instagram de britishcolumbiathings

En citant les « données de BC Hydro », la légende de la publication mettait en garde contre un déficit énergétique imminent dans la province, qu'elle attribuait à la demande croissante en électricité. Elle affirmait que le projet de loi 31 pourrait mener au rationnement en accordant au gouvernement davantage de pouvoirs pour hiérarchiser et répartir l'électricité entre les secteurs industriels à forte demande, notamment « l'exploitation minière, le GNL et les centres de données »[94]. La légende attirait également l'attention sur la « dépendance croissante de la province à l'égard de l'électricité, due aux obligations relatives aux véhicules électriques (VE) et aux restrictions sur le gaz naturel, alors qu'elle continue d'importer de l'électricité des États-Unis et de l'Alberta ». Elle concluait en mettant de l'avant les recommandations de l'Energy Futures Institute, qui préconisent d'accroître à la fois l'approvisionnement en énergies renouvelables et celui en gaz naturel plutôt que d'en restreindre l'accès.

Cette publication peut être considérée comme très trompeuse, car elle instrumentalise les préoccupations légitimes concernant un déficit énergétique prévu pour plaider en faveur d'un développement des infrastructures liées aux combustibles fossiles, tout en omettant commodément de mentionner que les grands projets de gaz naturel liquéfié (GNL) constituent un moteur clé de la demande en électricité, contribuant ainsi à la pénurie qu'elle évoque. L'Energy Futures Institute affirme que la Colombie-Britannique doit cesser de restreindre l'utilisation du gaz naturel et construire davantage de gazoducs et d'installations afin d'éviter une pénurie d'électricité. Des

[92] « Canadian Energy Prosperity July 2, 2025 Agenda », Energy in Action. Page archivée le 13 mai 2026 : https://web.archive.org/web/20260513194501/https://static1.squarespace.com/static/680965a47083d56b1ccbecd2/t/687527b28526c75f7fc62a8f/1752508338239/1a.+AGENDA1.pdf.

[93] « The Energy Futures Institute Explores BC's Power Needs », Resource Works. Page consultée le 27 août 2026 : https://resourceworks.com/efi-power-bc/.

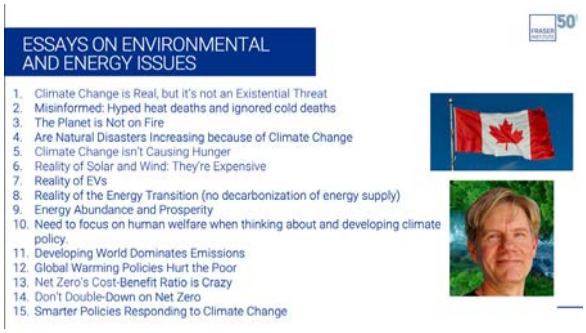
[94] Bill 31, « Energy Statutes Amendment Act, 2025 », 1re sess., 43e législ., Colombie-Britannique, 2025. https://www.bclaws.gov.bc.ca/civix/document/id/bills/billsprevious/1st43rd%3Agov31-1.

notes d'information gouvernementales soulignent toutefois que les grands sites industriels, comme les terminaux d'exportation de GNL, consomment d'énormes quantités d'électricité, ce qui exerce une pression considérable sur le réseau provincial[95].

Le climatonégationnisme véhiculé par l'Institut Fraser

Un autre exemple figure dans une présentation à l'intention des bailleurs de fonds réalisée par l'Institut Fraser en 2026. Celle-ci mettait l'accent sur les initiatives pédagogiques du groupe de réflexion tout en mettant de l'avant les travaux du politologue et climatonégationniste danois Bjørn Lomborg, l'institut affirmant qu'il prévoyait de les introduire dans les salles de classe canadiennes[96]. M. Lomborg est connu pour avoir diffusé de la mésinformation et des allégations mensongères sur les changements climatiques, et a été accusé de déformer les faits scientifiques en la matière[97] [98] [99] [100].

Figure 26. Capture d'écran de la présentation de l'Institut Fraser aux bailleurs de fonds en janvier 2026, mettant en avant le politologue et climatonégationniste Bjørn Lomborg et les titres de ses articles publiés par le groupe de réflexion.



Source : EIA (version archivée)

---

[95] Shannon Waters, « Docs reveal how much BC Hydro power new LNG and mining projects want. Who will pay for it? », The Narwhal, 2 avril 2025. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://thenarwhal.ca/bc-lng-mining-power-requirements-revealed/.
« BC Hydro Scrounges for Electricity to Feed LNG, AI Industries », Dogwood, 17 juin 2026. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.dogwoodbc.ca/news/bc-hydro-scrounges-for-electricity-to-feed-lng-ai-industries/.

[96] « Bjørn Lomborg », DeSmog. Page consultée le 27 août 2026 : https://www.desmog.com/bjorn-lomborg/.

[97] Howard Friel, *The Lomborg Deception: Setting the Record Straight About Global Warming*, Yale University Press, 2010.

[98] Bob Ward, « Bjorn Lomborg's Lukewarmer Misinformation About Climate Change and Poverty », Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 30 août 2018. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/news/bjorn-lomborgs-lukewarmer-misinformation-about-climate-change-and-poverty/.

[99] Jennie King et al., *Deny, Deceive, Delay: Documenting and Responding to Climate Disinformation at COP26 and Beyond*, Institute for Strategic Dialogue, 2022. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2022/06/Summative-Report-COP26.pdf.

[100] Graham Readfearn, « Climate Cost Study Authors Accuse Bjørn Lomborg of Misinterpreting Results », *The Guardian*, 2 décembre 2021. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.theguardian.com/environment/2021/dec/02/climate-cost-study-authors-accuse-bjrn-lomborg-of-misinterpreting-results.

RÉPANDRE LA DÉSINFORMATION

Lomborg et l'Institut Fraser présentent souvent ces textes comme une critique scientifique des politiques climatiques. Avec des titres, tels que « Le changement climatique est bien réel, mais il ne constitue pas une menace existentielle » et « La planète n'est pas en feu », ces articles ne nient pas catégoriquement l'existence des changements climatiques, mais semblent plutôt chercher à en minimiser les risques et l'urgence pour retarder la mise en place de politiques et de mesures environnementales essentielles.

CONCLUSION

La mise au jour de ce réseau et l'analyse de ses documents suggèrent l'existence de liens entre divers groupes de façade et l'industrie pétrolière et gazière, tout en révélant leur coordination au sein d'un réseau conçu pour influencer le débat climatique au Canada. Bon nombre de ces organisations n'ont pas divulgué leurs liens avec des entreprises du secteur. Les documents recueillis confirment également la présence de bailleurs de fonds derrière ce réseau et révèlent des liens financiers non déclarés. En omettant de révéler les objectifs de l'industrie servis par ces groupes de façade, des entités de ce réseau pourraient avoir pris part à des opérations d'influence coordonnées visant à détourner le débat public et à entraver l'adoption de politiques environnementales essentielles.

Au vu des éléments de preuve recueillis dans le cadre de cette enquête, Greenpeace Canada appelle toutes les entités, organisations et entreprises partenaires impliquées dans le réseau EIA à divulguer immédiatement l'intégralité de leurs sources de financement, du soutien en nature qu'elles reçoivent et de tout lien financier avec les bailleurs de fonds de CEP. L'enquête a également mis en évidence le recours du réseau à des publicités en ligne et hors ligne, une stratégie que l'industrie utilise depuis des décennies pour banaliser la désinformation qu'elle véhicule[101]. Nous reprenons donc l'appel lancé précédemment par le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, demandant à tous les pays du monde d'interdire les publicités en faveur des énergies fossiles[102]. La première mesure législative majeure du Canada contre l'écoblanchiment constituait un moyen important de lutter contre la désinformation climatique avant qu'elle ne soit modifiée[103] [104]. Nous exhortons le Canada à interdire toute publicité faisant directement ou indirectement la promotion des énergies fossiles.

---

[101] Note d'information, « Fossil Fuel Ad Bans: Protecting the Public from Corporate Climate Disinformation », Climate Action Against Disinformation, septembre 2024. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://caad.info/wp-content/uploads/2024/09/Fossil-Fuel-Ad-Bans-protecting-the-public-from-corporate-climate-disinformation.pdf.

[102] « There Is an Exit Off 'the Highway to Climate Hell', Guterres Insists », UN News, 5 juin 2024. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://news.un.org/en/story/2024/06/1150661.

[103] Keith Stewart, « Join the Fight Against Greenwashing », Greenpeace Canada, 24 septembre 2024. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.greenpeace.org/canada/en/story/67408/join-the-fight-against-greenwashing/.

[104] Nola Poirier, « We All Want Truth in Advertising », Greenpeace Canada, 31 juillet 2024. Page consultée le 6 octobre 2026 : https://www.greenpeace.org/canada/en/story/66919/we-all-want-truth-in-advertising/.

ANNEXE

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER DES ORGANISATIONS DU RÉSEAU EIA PAR CENOVUS (plus de 25 000 $ par an)				
2021[105]	2022[106]	2023[107]	2024[108]	2025[109]
	Avatar Innovations	Avatar Innovations	Avatar Innovations	Avatar Innovations
Canada Action	Canada Action	Canada Action	Canada Action	Canada Action
			Canada Powered by Women	Canada Powered by Women
Institut Fraser *	Institut Fraser *	Institut Fraser *	Institut Fraser *	Institut Fraser *
Indigenous Resource Network	Indigenous Resource Network	Indigenous Resource Network		Indigenous Resource Network
	Macdonald-Laurier Institute (MLI)	Macdonald-Laurier Institute (MLI)	Macdonald-Laurier Institute (MLI)	Macdonald-Laurier Institute (MLI)
Resource Works *	Resource Works	Resource Works	Resource Works	Resource Works

** don inférieur à 25 000 $*

---

[105] Cenovus Advocacy Membership and Sponsorships, 2021 (Cenovus Energy Inc., 2021). Page consultée le 6 octobre 2026 : https://mc-3405db07-6660-4b4e-8bc8-1763-cdn-endpoint.azureedge.net/-/media/Project/WWW/docs/our-company/advocacy-sponsorship-and-membership-table-2021.pdf.

[106] Cenovus Advocacy, 2022 (Cenovus Energy Inc., 2022). Page consultée le 6 octobre 2026 : https://mc-3405db07-6660-4b4e-8bc8-1763-cdn-endpoint.azureedge.net/-/media/Project/WWW/docs/our-company/advocacy-sponsorship-and-membership-table-2022.pdf.

[107] 2023 Advocacy Memberships and Sponsorships (Cenovus Energy Inc., 2023). Page consultée le 6 octobre 2026 : https://mc-3405db07-6660-4b4e-8bc8-1763-cdn-endpoint.azureedge.net/-/media/Project/WWW/docs/our-company/advocacy-sponsorship-and-membership-table-2023.pdf?rev=5e0a2c1f95d54a2189cf27aa44d1e8d6&sc_lang=en&hash=EC2B29E45AA7C8C6FE97E2B261F4682D.

[108] 2024 Advocacy Memberships and Sponsorships (Cenovus Energy Inc., 2024). Page consultée le 6 octobre 2026 : https://mc-3405db07-6660-4b4e-8bc8-1763-cdn-endpoint.azureedge.net/-/media/Project/WWW/docs/our-company/advocacy-sponsorship-and-membership-table-2024.pdf?rev=5e0a2c1f95d54a2189cf27aa44d1e8d6&sc_lang=en&hash=EC2B29E45AA7C8C6FE97E2B261F4682D.

[109] 2025 Advocacy Memberships and Sponsorships (Cenovus Energy Inc., 2025). Page consultée le 6 octobre 2026 : https://mc-3405db07-6660-4b4e-8bc8-1763-cdn-endpoint.azureedge.net/-/media/Project/WWW/docs/our-company/advocacy-sponsorship-and-membership-table-2025.pdf.

LISTE D'INITIALISMES

ACPP	ASSOCIATION CANADIENNE DES PRODUCTEURS PÉTROLIERS
CCES	COLLABORATIVE CANADIAN ENERGY SOLUTIONS
CEEA	CANADIAN ENERGY EXECUTIVE ASSOCIATION
CEP	CANADIAN ENERGY PROSPERITY
CCMBC	COALITION OF CONCERNED MANUFACTURERS AND BUSINESSES OF CANADA
CDN	CLIMATE DISCUSSION NEXUS
CNAPS	CENTER FOR NORTH AMERICAN PROSPERITY AND SECURITY
CPW	CANADA POWERED BY WOMEN
CIP	CENTER FOR INDUSTRIAL PROGRESS
EPAC	EXPLORERS AND PRODUCERS ASSOCIATION OF CANADA
EIA	ENERGY IN ACTION
IEDM	INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL
MLI	MACDONALD-LAURIER INSTITUTE
YCR	YOUNG CANADIANS FOR RESOURCES